

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION
DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

REPERTOIRE NUMERIQUE DE LA SERIE O

ADMINISTRATION
ET COMPTABILITE COMMUNALES
VICINALITE DONS ET LEGS

1815-1947

par

Michel CHABIN

Directeur des Services d'Archives

et

Urbain LARTIN

Adjoint d'Archives

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
1979

* I S B N 2 - 86150 - 000 - X

INTRODUCTION

Le présent répertoire numérique de la série O (Finances et comptabilité communales, Administration communale, Vicinalité, Dons et legs) des Archives départementales de la Réunion est le deuxième à paraître des répertoires des séries modernes des Archives de la Réunion, après le répertoire de la série K (Lois et actes du pouvoir central 1789-1947, Arrêtés et décisions des gouverneurs, Archives des conseils 1815-1947) dressé par Urbain LARTIN en 1974 et achevé d'imprimer en 1976. Il inaugure une forme nouvelle de présentation : format 21 x 29,7, composition sur une seule colonne, illustrations, et surtout a le mérite d'avoir été entièrement réalisé, composition et maquette comprises, par le service départemental des archives. Seul le tirage est effectué par l'atelier départemental d'imprimerie. Cette formule, par rapport à la précédente (impression classique en métropole) offre l'énorme avantage d'une réalisation beaucoup plus rapide et d'un moindre coût. Elle sera utilisée pour les répertoires suivants.

La série O regroupe les archives d'administration communale produites par les bureaux de l'administration centrale de la colonie ; elle se distingue des archives communales proprement dites qui sont produites dans chaque commune, sont propriété communale, et sont classées dans des séries particulières lorsqu'elles sont déposées aux Archives départementales.

La série O des Archives de la Réunion est-elle entièrement comparable aux autres séries O des Archives départementales françaises ? Quelques remarques préliminaires sont à faire à ce sujet.

Tout d'abord, nous rappelons que la décision d'étendre aux Archives de la Réunion le cadre de classement type des Archives départementales a été prise relativement récemment puisque la création d'un service départemental d'archives à la Réunion, qui a suivi de quelques années la loi de départementalisation de 1946, remonte à moins de trente ans. Cette décision, prise après mûre réflexion, et nous verrons tout à l'heure que ce fut le moins mauvais choix possible, n'était pas évidente à priori, étant donné qu'avant 1947, date d'entrée en vigueur de la loi de départementalisation, l'île de la Réunion était régie, dans le cadre de l'Etat français, par des institutions sensiblement différentes de celles des départements traditionnels. (1)

Un seul exemple suffit pour illustrer ce propos : si l'on compare sur la même période 1815-1947 les institutions de la Réunion et celles d'un département français, on constate que les prérogatives de la colonie en tant que collectivité autonome étaient beaucoup plus étendues que celles d'un département en tant que collectivité territoriale ; cela est tout particulièrement sensible au niveau du patrimoine immobilier. En revanche, les communes réunionnaises avaient, dans l'ensemble, beaucoup moins développé leur activité que bien des communes métropolitaines pour la raison essentielle qu'elles n'avaient pas derrière elles plusieurs siècles de vie communautaire et que la Colonie, sorte de super-commune, pourvoyait aux principaux besoins. Ces différences se retrouvent évidem-

(1) Le détail de ces institutions, sera plus amplement développé dans l'introduction du répertoire numérique de la série M (Administration générale de la colonie) qui sera mis en chantier dès l'achèvement de celui de la série O ; en attendant, nous renvoyons les lecteurs d'une part au Guide des Archives de la Réunion d'André SCHERER, ancien directeur des services d'Archives de la Réunion, publié en 1974 et à l'introduction du Répertoire numérique de la série K d'Urbain LARTIN (Adjoint d'archives aux Archives départementales de la Réunion) précédemment cité.

ment au niveau des archives puisque celles-ci ne sont finalement que le produit de l'activité de ces diverses institutions et qu'à des activités de nature et d'importance différentes correspondent des fonds d'archives de composition différente.

On sait aussi que le cadre de classement des séries modernes des Archives départementales, conçu au milieu du XIXe siècle, s'inspire du grand principe du respect des fonds, qui est à la base de l'archivistique française moderne. Les archives des administrations départementales, toutes réunies sous l'autorité du préfet à partir de l'an VIII, y sont considérées comme un fond unique, les séries modernes divisant ce fonds unique suivant les matières. A la Réunion, l'ordonnance de 1825 limite les pouvoirs du gouverneur en plaçant près de lui quatre administrateurs, aux compétences bien distinctes, mais appelés, sous des aspects différents, à traiter des mêmes affaires : le directeur de l'intérieur, l'ordonnateur, le procureur général et le contrôleur colonial. Il aurait pu sembler séduisant d'organiser les séries d'archives autour de ces divers services et de ceux qui leur ont succédé (secrétariat général, inspection coloniale, etc.) En réalité, les dossiers d'archives, au moment de la création du service départemental, se trouvaient dans un tel désordre qu'il aurait fallu procéder à des reconstitutions de fonds hasardeuses et fort longues à mettre en œuvre et le plus simple fut de les traiter comme si les archives administratives de la colonie constituaient un fonds unique. Le cadre de classement type s'est donc finalement avéré être la moins mauvaise solution. L'indication de la provenance des dossiers ne sera donc précisée que dans les rares cas où il s'agit d'ensembles homogènes dont l'origine ne laisse pas de doute (2).

La constitution de la série O des Archives de la Réunion se ressent évidemment de la situation matérielle désastreuse dans laquelle les archives réunionnaises se trouvaient au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Elle trouve son origine dans une série de dossiers classés par les archivistes coloniaux dans l'ordre alphabétique des communes, série qui s'apparentait davantage à une collection factice qu'à un véritable fonds d'archives. On y trouvait en effet de nombreuses pièces qui, dans l'idéal, auraient eu leur place dans la série M ou dans d'autres séries et qui auraient été classées là, semble-t-il, parce qu'elles présentaient un lien avec une commune, mais sans relever d'une manière stricte de ce qu'il est convenu d'appeler l'administration communale. En voici un exemple : il existe dans certains dossiers, des requêtes adressées au gouverneur par des citoyens particuliers ; elles ne concernent pas directement les affaires municipales et se trouvent là tout simplement parce que le requérant était domicilié sur le territoire de la commune.

Il avait été envisagé, dans un premier temps, d'extraire tous ces documents pour les réintégrer dans les séries convenables mais on a très vite préféré y renoncer, sauf dans des cas particuliers où la chose était matériellement facile et intellectuellement préférable, pour la simple raison que, les autres séries n'étant pas encore bien classées et constituées, il ne se trouvait pas de cadre d'accueil pour recevoir cette pléiade de pièces isolées. Et puis, le classement des séries modernes souffrant à la Réunion d'un grand retard, il n'était pas opportun d'allonger encore le délai par un souci de rigueur trop excessif. Enfin, une originalité de plus pour cette série O de la Réunion pouvait être acceptée dans la mesure où elle lui donnait un intérêt supplémentaire pour la recherche historique et accélérerait la mise à la disposition des chercheurs d'un bon nombre de documents intéressants.

(2) Cela concerne essentiellement la série M.

En plus de ce fonds primitif, la série a été complétée par un certain nombre de dossiers retirés de deux grands versements des archives des travaux publics. Il s'agit essentiellement de dossiers de construction de bâtiments et de chemins réalisés pour le compte des communes par le service des travaux publics. Les conditions particulières du versement de ces papiers au moment où ils allaient être déversés en vrac à la décharge publique, ont rendu le tri particulièrement délicat, et il n'est pas possible de garantir que toutes les pièces relevant de la série O y ont bien été repérées. Encore une fois, il a fallu parer au plus pressé et prendre le risque délibéré de quelques oublis au profit d'un rythme de classement et de publication rapide et soutenu.

L'originalité de la série O des Archives de la Réunion se manifeste dans le détail de ses quatre sous-séries.

Sous-série 1 O : Finances et comptabilité communales.

La sous-série 1 O est habituellement réservée aux affaires inter-communales. Si l'on s'en était tenu à cette pratique, elle eût été réduite à peu de chose. Nous avons préféré suivre l'usage de réserver cette sous-série aux affaires financières, comme nous l'avons déjà fait en Lozère avec succès (3). Cela était d'ailleurs d'autant plus indiqué à la Réunion que les dossiers d'affaires financières se trouvaient déjà matériellement distincts au moment où le classement a été entrepris.

La sous-série se subdivise en quatre chapitres.

Le premier (1 O 1 à 21) regroupe les dossiers généraux relatifs à l'organisation des finances municipales. On notera en particulier quatre articles intéressants relatifs à l'octroi de mer, système de financement original des dépenses communales (1 O 8 à 11).

En second lieu (1 O 22 à 75) sont classés une série de dossiers dans l'ordre alphabétique des communes ; ces dossiers sont constitués de pièces diverses toutes relatives à des problèmes financiers et classés dans l'ordre chronologique. Bien entendu, à travers le côté financier, tous les aspects de l'administration communale sont concernés : les liens sont donc très étroits avec les sous-séries 2 O et 3 O. Le chercheur devra toujours l'avoir à l'esprit.

Enfin, deux séries chronologiques de documents techniques : les budgets (1 O 76 à 133) et les comptes administratifs ou de gestion (1 O 134 à 200). Généralement, on ne conserve pas les budgets dans la série O, puisqu'on doit les trouver dans les Archives communales. Mais, celles-ci étant très souvent déficientes, il a fallu remédier à cette lacune. Ajoutons qu'il sera utile pour le chercheur en histoire communale de disposer conjointement des documents où sont inscrites les prévisions et de ceux où le sont les réalisations : les différences entre les deux sont souvent significatives des difficultés éprouvées, dans la vie quotidienne, pour passer des unes aux autres.

Sous-série 2 O : Administration communale.

La sous-série 2 O est la plus importante de la série, en volume comme en intérêt. Après quelques dossiers de généralités (réglementation générale et affaires inter-communales (2 O 1 à 11), les archives sont rangées dans l'ordre alphabétique des communes. Pour chaque commune, on trouve successivement :

(3) Michel CHABIN et Benjamin BARDY, Répertoire numérique de la série O des Archives de la Lozère. Mende, Chaptal, 1975.

- les dossiers de personnel, élus (maires et conseillers) et employés ;
- les dossiers de police, ce mot étant entendu dans son sens administratif traditionnel d'organisation de la vie sociale, avec la série des arrêtés du maire. On y a joint tout ce qui avait un rapport avec l'ordre public (élections, manifestations, etc.) ;
- les délibérations du conseil municipal. Cela est encore une particularité de la série O des Archives de la Réunion. Ordinairement, les archives communales conservent la série des registres de délibérations et la série O ne garde que les extraits de délibérations dans les dossiers des affaires concernées. Pour la raison déjà indiquée que les archives communales réunionnaises sont souvent lacunaires, on a jugé utile de conserver cette série chronologique d'extraits de délibérations, d'autant plus qu'elle était déjà constituée antérieurement. Bien qu'incomplète, elle peut rendre de grands services en raison de la rapidité des recherches ponctuelles dans une série chronologique ;
- les dossiers de bâtiments communaux (mairies, écoles, églises, cimetières, etc.) ;
- les dossiers relatifs à l'alimentation en eau ;
- les dossiers de contentieux ;
- les dossiers relatifs aux créations de commune ;
- enfin, autre originalité de cette série O, des dossiers d'affaires diverses qui, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, auraient eu normalement leur place dans les autres séries (M, R, T, X, etc.), mais que le bon sens a incité à laisser là où des vicissitudes successives les avaient conduits. Cela donne un peu de vie et de pittoresque à cette série O puisqu'ils permettent, mieux que les dossiers purement administratifs, de se faire une idée de la vie quotidienne dans les communes de la Réunion au cours du XIXe siècle et de la première partie du XXe s. : on y retrouve la vie économique (statistiques de production, problèmes d'approvisionnements en denrées) et la vie sociale, depuis l'esclavage et le marronage jusqu'aux questions d'immigration en passant par les questions religieuses, les affaires scolaires, les problèmes de santé et d'hygiène publique, et les grandes calamités qui jalonnent la vie réunionnaise (cyclones, inondations, raz-de-marée, incendies, etc.).

Sous-série 3 O : Vicinalité.

Le faible volume de cette sous-série s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord par l'ampleur relativement faible du réseau vicinal dans des communes aux maigres ressources sur un pays au peuplement très récent et au relief tourmenté ; de plus, tant qu'a prévalu le système économique des grandes propriétés coloniales, les chemins privés ont été nombreux. Ensuite, les archives de la voirie ont tout particulièrement souffert et les pertes sont importantes. Enfin, et à cause de l'état de désordre déjà signalé du fonds des travaux publics et pour ne pas retarder la sortie du répertoire, nous avons décidé de réserver pour la série S les dossiers de chemins coloniaux et routes coloniales, qui sont ici les équivalents des chemins de grandes communications classés habituellement en 3 O, les uns et les autres relevant de la « petite voirie ».

Le tableau de la voirie en 1939, que nous donnons en annexe, ne reflète qu'une étape dans une longue évolution vers une densification progressive du réseau routier par un accroissement du nombre des routes nationales, des routes coloniales (aujourd'hui chemins départementaux), des chemins

communaux classés et des chemins ordinaires, accroissement résultant du glissement des voies de l'une à l'autre de ces catégories. Ainsi, selon l'époque considérée, des pièces concernant un même chemin sont-elles à rechercher en série O ou en série S.

Les dossiers de la sous-série 3 O forment un seul ensemble classé, après un article unique de généralités, dans l'ordre alphabétique des communes.

Pour une étude globale du problème des voies de communication, les lacunes seront à compléter par un examen systématique des documents financiers.

Sous-série 4 O : Dons et legs.

Cette sous-série, traditionnellement la moins volumineuse de la série, est ici particulièrement mince. Elle est certainement très loin de rassembler l'ensemble des dons et legs effectués entre 1815 et 1947. Et encore s'agit-il le plus souvent de pièces éparses mentionnant un legs ou une donation, que de dossiers complets. Etant donné qu'un même legs touche souvent plusieurs communes ou paroisses, les articles ont été classés dans l'ordre chronologique, suivis de la liste alphabétique des donateurs et des communes concernées.

Là encore, l'importance du travail exigé pour reconstituer cette sous-série, c'est-à-dire passer au peigne fin d'importants versements désordonnés, était disproportionnée par rapport à un résultat forcément limité par les pertes et destructions irrémédiables.

* * * *

Au total cette série O des Archives de la Réunion présente des richesses documentaires évidentes mais aussi de grandes faiblesses, la principale étant que les Archives de la Réunion ont énormément souffert de l'humidité, des insectes, des intempéries et de la négligence des hommes. Aucune étude ne pourra se limiter à ces seules ressources et devra compléter ses investigations dans deux directions : les autres séries modernes des Archives de la Réunion dont le classement va se poursuivre, et plus particulièrement la série M, et le fonds de la Réunion de la Section Outre Mer des Archives Nationales. Tous ces fonds ne disposant pas encore d'instruments de recherche définitifs, il ne nous a pas été possible d'indiquer des correspondances de manière plus précise ; mais le chercheur averti devrait franchir aisément cet obstacle surtout s'il sollicite l'aide de l'archiviste.

Enfin, il ne faut jamais oublier qu'entre 1815 et 1947, le nombre des communes réunionnaises est passé de 11 à 23. Le mouvement de création de communes nouvelles fut particulièrement fort entre 1882 et 1899, avec 9 créations, sur un nombre plus important de projets. Ces créations se sont faites par démembrement d'autres communes (4). Aussi le chercheur devra-t-il en tenir compte : s'il s'intéresse par exemple au port de la Pointe des Galets, pour ses incidences sur le plan communal, il devra recourir aux dossiers de Saint-Paul avant 1890 (date de création de la commune de La Possession) et à ceux de cette dernière commune entre 1890 et 1895 (date de création de la commune du Port).

* * * *

(4) Voir en annexe l'arbre généalogique des communes.

Il aurait été intéressant de compléter cette courte introduction par un historique de l'histoire des communes à la Réunion. Le classement de cette série nous en a donné le désir et une partie des moyens. Si d'autres tâches ne nous laissent pas le loisir de le faire nous-même, nous aimerions que les historiens, et notamment les historiens de l'administration s'en préoccupent. En effet, de même que les médiévistes trouvent un avantage certain à étudier le régime féodal à travers les institutions du royaume latin de Jérusalem, de même les historiens de l'institution communale française devraient faire leur profit du développement de cette institution dans un pays neuf comme la Réunion. Puisse ce répertoire leur en donner l'idée et leur faciliter la tâche.

Saint-Denis, le 5 septembre 1978

Michel CHABIN

Directeur des Services d'Archives de la Réunion

FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

GÉNÉRALITÉS

1 0	1	Organisation de l'administration municipale et de la tutelle financière des communes : pièces éparses (1826-1844) ; <i>notamment</i> : rapport sur les comptes des communes (1832-1833) et rapport sur les budgets des communes (1834).	1826-1844
1 0	2	Organisation de l'administration et des finances municipales : textes (1850-1915) ; commission pour la subdivision des communes (1858) ; projet de modification de la loi municipale du 5 avril 1884 (1912) ; mission d'inspection (1913).	1850-1915
1 0	3	Tutelle financière des communes : correspondances et décisions relatives aux ressources financières, au contrôle des dépenses, aux budgets et aux comptes administratifs.	1850-1899
1 0	4	<i>Idem.</i>	1902-1914
1 0	5	<i>Idem.</i>	1916-1946
1 0	6	Dossiers soumis à la Cour des Comptes.	1912-1923
1 0	7	Emprunts communaux.	1906-1946
1.0	8	Octroi municipal et octroi de mer : réglementation et contentieux.	1814-1877
1 0	9	Octroi de mer : réglementation (1880-1911) ; contentieux : affaire Lebeaud (1881-1914).	1880-1914
1 0	10	Octroi de mer : registre de recettes.	1913-1925
1 0	11	Octroi de mer : répartition entre les communes.	1929-1947
1 0	12	Taxe d'importation : répartition entre les communes.	1932-1945

Colonies



1818
Ile Bourbon

Direction générale de l'Intérieur.

Ordonnance du Roi.

Charles, par la grâce de Dieu,
Roi de France et de Navarre,

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire
d'Etat de la Marine et des Colonies,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit.

Article premier

A compter de la publication de la présente Ordonnance
à l'Ile de Bourbon, le droit de cinq pour cent qui se
perçoit sur les marchandises de France importées dans la
Colonie par navires français, sera réduit à quatre pour cent.

Art. 2.

Les Dépenses du Service Colonial de l'Ile de Bourbon
en 1828 sont réglées à la somme totale de Quatorze cent
mille francs, conformément au Budget arrêté par notre
Ministre Secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies.

Art. 3.

Il sera pourvu à ces Dépenses, au moyen des droits

12 juillet 1851.

Ministère
des Colonies

Republique Française

N^o 286

Paris, le 12 Juillet 1851.

Direction des Colonies.

Monsieur le Gouverneur,

Ordonnance établie
à la Réunion. Décap-
-proportion de cette
mesure.



Sous m'avez rendu compte, par une lettre
du 10 Janvier de la création d'un octroi munici-
-cipal qui vous a paru nécessaire d'établir à
l'entrée des trois ports de la Réunion pour fournir
aux diverses Communes de la Colonie un supplé-
-ment de ressources destiné à mettre sur un
pied convenable le personnel de la police.

Vous signalez comme étant le point de
départ de cette mesure, les observations contenues
dans la correspondance antérieure de mon Dépar-
-tement au sujet de l'insuffisance des revenus
communaux, en présence des besoins nouveaux
imposés aux municipalités par l'abolition de
l'esclavage. Vous ajoutez que l'Administration de
la Colonie n'a pas eu pouvoir, comme l'y
inviteraient les instructions ministérielles, recourir
pour satisfaire à cette nécessité, à la création de
certaines additions et qu'elle a eu recours
dans la création d'un droit d'octroi un moyen à
la fois beaucoup plus efficace et très-légal de
procéder aux caisses communales le service
de recettes doit être en son pouvoir de passer
l'efficacité du moyen n'étant pas con-
-testable.

SOUS-SERIE 1 0 : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 0	13	Centimes additionnels : répartition entre les communes.	1940-1944
1 0	14	Fonds commun des cotisations municipales.	1902-1929
1 0	15	<i>Idem.</i> Registre des recettes et dépenses.	1902
1 0	16	<i>Idem.</i>	1906
1 0	17	<i>Idem.</i>	1907
1 0	18	<i>Idem.</i>	1909-1910
1 0	19	<i>Idem.</i>	1912-1916
1 0	20	<i>Idem.</i>	1913-1914
1 0	21	<i>Idem.</i>	1915-1916

DOSSIERS PAR COMMUNES

1 0	22	Les Avirons.	1897-1904
1 0	23	<i>Idem.</i>	1905-1913
1 0	24	<i>Idem.</i>	1914-1938
1 0	25	Bras-Panon.	1881-1912
1 0	26	<i>Idem.</i>	1915-1942
1 0	27	L'Entre-Deux.	1883-1913
1 0	28	<i>Idem.</i>	1914-1929
1 0	29	L'Etang-Salé.	1890-1910
1 0	30	<i>Idem.</i>	1912-1942
1 0	31	La Plaine-des-Palmistes.	1859-1899
1 0	32	<i>Idem.</i>	1900-1942
1 0	33	Le Port.	1900-1914
1 0	34	<i>Idem.</i>	1915-1929

SOUS-SERIE 1 0 : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 0	35	<i>Idem.</i>	1930-1942
1 0	36	La Possession.	1895-1916
1 0	37	<i>Idem.</i>	1917-1941
1 0	38	Saint-André.	1826-1870
1 0	39	<i>Idem.</i>	1878-1912
1 0	40	<i>Idem.</i>	1913-1940
1 0	41	Saint-Benoit.	1830-1899
1 0	42	<i>Idem.</i>	1900-1945
1 0	43	Saint-Denis.	1815-1899
1 0	44	<i>Idem.</i>	1900-1914
1 0	45	<i>Idem.</i>	1915-1945
1 0	46	Saint-Joseph.	1826-1899
1 0	47	<i>Idem.</i>	1900-1914
1 0	48	<i>Idem.</i>	1915-1942
1 0	49	Saint-Leu.	1827-1893
1 0	50	<i>Idem.</i>	1901-1942
1 0	51	Saint-Louis.	1826-1870
1 0	52	<i>Idem.</i>	1871-1899
1 0	53	<i>Idem.</i>	1900-1913
1 0	54	<i>Idem.</i>	1914-1941
1 0	55	Sainte-Marie.	1826-1942
1 0	56	Saint-Paul.	1826-1870
1 0	57	<i>Idem.</i>	1871-1914
1 0	58	<i>Idem.</i>	1915-1941

SOUS-SÉRIE 1 0 : FINANCES ET COMPTABILITÉ COMMUNALES

1 0	59	Saint-Philippe.	1832-1942
1 0	60	Saint-Pierre.	1826-1884
1 0	61	<i>Idem.</i>	1885-1899
1 0	62	<i>Idem.</i>	1900-1909
1 0	63	<i>Idem.</i>	1910-1919
1 0	64	<i>Idem.</i>	1920-1929
1 0	65	<i>Idem.</i>	1933-1942
1 0	66	Sainte-Rose.	1826-1883
1 0	67	<i>Idem.</i>	1885-1899
1 0	68	<i>Idem.</i>	1900-1913
1 0	69	<i>Idem.</i>	1915-1940
1 0	70	Sainte-Suzanne.	1826-1942
1 0	71	Salazie.	1837-1899
1 0	72	<i>Idem.</i>	1900-1919
1 0	73	<i>Idem.</i>	1920-1942
1 0	74	Le Tampon.	1925-1942
1 0	75	Trois-Bassins.	1901-1942

BUDGETS

1 0	76	Les Avirons.	1897-1920
1 0	77	<i>Idem.</i>	1921-1947
1 0	78	Bras-Panon.	1883-1921
1 0	79	<i>Idem.</i>	1922-1947
1 0	80	L'Entre-Deux.	1891-1923
1 0	81	<i>Idem.</i>	1924-1947

SOUS-SERIE 1 0 : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 0	82	L'Etang-Salé.	1898-1924
1 0	83	<i>Idem.</i>	1925-1947
1 0	84	La Petite-Ile.	1938-1947
1 0	85	La Plaine-des-Palmistes.	1862-1899
1 0	86	<i>Idem.</i>	1900-1918
1 0	87	<i>Idem.</i>	1919-1947
1 0	88	Le Port.	1905-1920
1 0	89	<i>Idem.</i>	1921-1947
1 0	90	La Possession.	1895-1922
1 0	91	<i>Idem.</i>	1923-1947
1 0	92	Saint-André.	1833-1897
1 0	93	<i>Idem.</i>	1900-1917
1 0	94	<i>Idem.</i>	1918-1947
1 0	95	Saint-Benoit.	1833-1898
1 0	96	<i>Idem.</i>	1900-1919
1 0	97	<i>Idem.</i>	1920-1947
1 0	98	Saint-Denis.	1840-1899
1 0	99	<i>Idem.</i>	1906-1947
1 0	100	Saint-Joseph.	1833-1898
1 0	101	<i>Idem.</i>	1906-1918
1 0	102	<i>Idem.</i>	1919-1947
1 0	103	Saint-Leu.	1833-1890
1 0	104	<i>Idem.</i>	1906-1920
1 0	105	<i>Idem.</i>	1921-1947

SOUS-SERIE 1 O : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 O	106	Saint-Louis.	1831-1898
1 O	107	<i>Idem.</i>	1900-1923
1 O	108	<i>Idem.</i>	1924-1947
1 O	109	Sainte-Marie.	1833-1898
1 O	110	<i>Idem.</i>	1901-1920
1 O	111	<i>Idem.</i>	1921-1947
1 O	112	Saint-Paul.	1833-1897
1 O	113	<i>Idem.</i>	1906-1920
1 O	114	<i>Idem.</i>	1921-1947
1 O	115	Saint-Philippe.	1833-1894
1 O	116	<i>Idem.</i>	1901-1920
1 O	117	<i>Idem.</i>	1921-1947
1 O	118	Saint-Pierre.	1833-1897
1 O	119	<i>Idem.</i>	1906-1926
1 O	120	<i>Idem.</i>	1927-1947
1 O	121	Sainte-Rose.	1833-1894
1 O	122	<i>Idem.</i>	1905-1917
1 O	123	<i>Idem.</i>	1918-1929
1 O	124	<i>Idem.</i>	1930-1947
1 O	125	Sainte-Suzanne.	1833-1889
1 O	126	<i>Idem.</i>	1905-1920
1 O	127	<i>Idem.</i>	1921-1947
1 O	128	Salazie.	1849-1896
1 O	129	<i>Idem.</i>	1900-1922

SOUS-SERIE 1 O : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 O	130	<i>Idem.</i>	1923-1947
1 O	131	Le Tampon.	1925-1947
1 O	132	Trois-Bassins.	1901-1922
1 O	133	<i>Idem.</i>	1923-1947

COMPTES ADMINISTRATIFS ET DE GESTION

LES AVIRONS

1 O	134	Compte administratif du maire	1899-1947
1 O	135	Compte de gestion du receveur.	1906-1947
1 O	136	Situation financière du receveur.	1899-1927

BRAS-PANON

1 O	137	Compte administratif du maire.	1891-1947
1 O	138	Compte de gestion du receveur.	1896-1947
1 O	139	Situation financière du receveur.	1904-1918

L'ENTRE-DEUX

1 O	140	Compte administratif du maire.	1891-1947
1 O	141	Compte de gestion du receveur.	1892-1947
1 O	142	Situation financière du receveur.	1899-1914

L'ETANG-SALE

1 O	143	Compte administratif du maire.	1897-1947
1 O	144	Compte de gestion du receveur.	1899-1947
1 O	145	Situation financière du receveur.	1897-1927

LA PETITE ILE

1 O	146	Compte administratif du maire.	1938-1947
1 O	147	Compte de gestion du receveur.	1938-1947

LA PLAINE DES PALMISTES

1 O	148	Compte administratif du maire.	1861-1947
1 O	149	Compte de gestion du receveur.	1877-1947
1 O	150	Situation financière du receveur.	1897-1919

LE PORT

1 O	151	Compte administratif du maire.	1904-1947
1 O	152	Compte de gestion du receveur.	1907-1947
1 O	153	Situation financière du receveur.	1904-1911

LA POSSESSION

1 O	154	Compte administratif du maire.	1913-1947
1 O	155	Compte de gestion du receveur.	1913-1947
1 O	156	Situation financière du receveur.	1902-1910

SAINT-ANDRÉ

1 O	157	Compte administratif du maire.	1863-1947
1 O	158	Compte de gestion du receveur.	1832-1947
1 O	159	Situation financière du receveur.	1906-1915

SAINT-BENOIT

1 O	160	Compte administratif du maire.	1831-1947
1 O	161	Compte de gestion du receveur.	1831-1947
1 O	162	Situation financière du receveur.	1897-1919

SAINT-DENIS

1 O	163	Compte administratif du maire.	1832-1947
1 O	164	Compte de gestion du receveur.	1826-1947
1 O	165	Situation financière du receveur.	1839-1910

SAINT-JOSEPH

1 O	166	Compte administratif du maire.	1831-1947
1 O	167	Compte de gestion du receveur.	1826-1947
1 O	168	Situation financière du receveur.	1831-1914

SAINT-LEU

1 O	169	Compte administratif du maire.	1826-1947
1 O	170	Compte de gestion du receveur.	1934-1947
1 O	171	Situation financière du receveur.	1906-1920

SAINT-LOUIS

1 O	172	Compte administratif du maire.	1831-1947
1 O	173	Compte de gestion du receveur.	1834-1947
1 O	174	Situation financière du receveur.	1826-1927

SAINTE-MARIE

1 O	175	Compte administratif du maire.	1831-1947
1 O	176	Compte de gestion du receveur.	1831-1947
1 O	177	Situation financière du receveur.	1897-1919

SAINT-PAUL

1 O	178	Compte administratif du maire.	1832-1947
1 O	179	Compte de gestion du receveur.	1848-1947

SOUS-SERIE 1 O : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 O 180 Situation financière du receveur. 1907-1912

SAINTE-PHILIPPE

1 O 181 Compte administratif du maire. 1867-1947

1 O 182 Compte de gestion du receveur. 1892-1947

1 O 183 Situation financière du receveur. 1910-1913

SAINTE-PIERRE

1 O 184 Compte administratif du maire. 1831-1947

1 O 185 Compte de gestion du receveur. 1831-1947

1 O 186 Situation financière du receveur. 1906-1920

SAINTE-ROSE

1 O 187 Compte administratif du maire. 1831-1947

1 O 188 Compte de gestion du receveur. 1844-1947

1 O 189 Situation financière du receveur. 1901-1918

SAINTE-SUZANNE

1 O 190 Compte administratif du maire. 1826-1947

1 O 191 Compte de gestion du receveur. 1831-1947

1 O 192 Situation financière du receveur. 1891-1941

SALAZIE

1 O 193 Compte administratif du maire. 1864-1947

1 O 194 Compte de gestion du receveur. 1852-1947

1 O 195 Situation financière du receveur. 1904-1917

LE TAMPON

1 O 196 Compte administratif du maire. 1926-1947

SOUS-SERIE 1 0 : FINANCES ET COMPTABILITE COMMUNALES

1 0 197 Compte de gestion du receveur. 1938-1947

TROIS-BASSINS

1 0 198 Compte administratif du maire. 1902-1947

1 0 199 Compte de gestion du receveur. 1906-1947

1 0 200 Situation financière du receveur. 1902-1916



SOUS-SERIE 2 0 :

ADMINISTRATION COMMUNALE

GÉNÉRALITÉS

2 0	1	Nominations de maires et de conseillers municipaux.	1826-1867
2 0	2	<i>Idem.</i> Loi du 21 janvier 1941.	1941
2 0	3	Statut des fonctionnaires municipaux.	1912-1913
2 0	4	Solde des commissaires de police.	1925-1927
2 0	5	Décisions du gouverneur sanctionnant des actes de l'administration communale (fragment de registre).	1836-1841
2 0	6	Enregistrement de la correspondance avec les communes (fragment de registre).	1900-1909
2 0	7	Circulaires et correspondance : réglementation générale, fiscalité, économie, statistiques.	1854-1937
2 0	8	<i>Idem</i> : police, assistance, hygiène, migrations (1856-1909) ; messages et tournées du gouverneur et du directeur de l'intérieur, proclamations, fêtes et cérémonies (1862-1939).	1856-1939
2 0	9	Concessions de terrains dans les cimetières de différents quartiers contenus dans une même décision.	1844-1854
2 0	10	Concessions d'eau concernant plusieurs communes.	1866-1878
2 0	11	Commission syndicale des eaux du Bras de Jeanne.	1906-1942

DOSSIERS PAR COMMUNES

LES AVIRONS

2 0	12	Personnel : maires et conseillers municipaux (1899-1923) ; Frais engagés par le maire dans l'exercice de ses fonctions (1909-1923) ; employés communaux (1900-1923) ; employés de police (1900-1929).	1899-1929
-----	----	---	-----------

2 0	13	Police : arrêtés (1901-1917). — Elections : révisions des listes électorales (1903-1922) ; fonctionnement des bureaux de vote (1902-1905). — Etat civil (1851-1902). — Fête de la Victoire (1918-1919).	1851-1922
2 0	14	Délibérations du Conseil municipal.	1897-1914
2 0	15	<i>Idem.</i>	1915-1942
2 0	16	Bâtiments communaux : états des immeubles appartenant à la commune (1898-1920) ; inventaires du mobilier (1914-1920) ; constructions et réparations (1899-1947).	1898-1947
2 0	17	Mairie : réparations (1911-1917), reconstruction (1933-1938).	1911-1938
2 0	18	Ecoles : réparations (1901-1905), projet d'acquisition d'immeubles servant d'écoles (1906) ; école des filles de la Ravine Sèche : bail (1911), acquisition (1912), réparations (1916) ; école des garçons : acquisition (1912-1917), réparations (1921), acquisition (1919-1922) ; école du Tévelave : acquisition du terrain (1931-1932) ; école des filles : reconstruction (1933).	1901-1933
2 0	19	Eglise : agrandissement (1897-1901) ; réparations (1910-1911). — Presbytère : location (1914). — Cimetière, chapelle et presbytère : plan (1850) ; réparations au cimetière (1913-1917) ; concessions (1858-1871 et 1945-1947).	1850-1947
2 0	20	Eaux : concessions et travaux de canalisation (1908-1923) ; sources et prises d'eau « Emile Lucas » (1881) ; « Maurice » (1897), des « Ponces » et « Queue de cheval » (1897-1938) ; « Roche » (1901-1908), de la Ravine sèche (1901-1909), « Monty » (1903), du Bras de Jeanne (1912), du Bras Sec (1911-1923), de la Ravine du Ruisseau et source « Louis-François Enault » avec plan (1913-1914).	1881-1938
2 0	21	Délimitations : entre la commune des Avirons et celle de l'Etang-Salé (1902-1905) ; entre divers propriétaires (1911). — Contentieux et réclamations (1901-1923).	1901-1923
2 0	22	Affaires scolaires (1900-1921). — Affaires militaires (1911-1914). — Affaires religieuses (1901-1914), dont « affaire de l'abbé Bougard » (1912-1914). — Affaires sociales : assistance (1897-1931) ; immigration (1900-1905). — Calamités : cycloné du 21 mars 1904 ; incendie du 30 octobre 1911 ; cyclones de 1913 et de mars 1931.	1897-1931
<i>BRAS-PANON</i>			
2 0	23	Personnel : maires et conseillers municipaux (1887-1942) ; employés municipaux (1885-1942) ; employés de police (1886-1927).	1885-1942

2 0	24	Police : arrêtés (1884-1923). – Réunions publiques, manifestations, fêtes et visites officielles (1885-1942). – Affaires électorales (1851-1921). – Réunions du Conseil municipal (1886-1942).	1851-1942
2 0	25	Délibérations du Conseil municipal.	1882-1942
2 0	26	Bâtiments communaux : inventaires des immeubles et du mobilier (1923-1942) ; travaux et réparations (1912-1943).	1912-1943
2 0	27	Mairie-Ecoles : acquisitions de deux immeubles pour servir de mairie et d'école de filles (1884) ; écoles (1887-1937) ; reconstruction de la mairie (1934-1938).	1884-1938
2 0	28	Maternité et dispensaire : acquisition de deux immeubles, réparations et aménagements.	1935-1936
2 0	29	Eglise : réédification d'une chapelle (1850) ; réparations (1912). – Presbytère : réparations (1888). – Cimetière : construction (1918-1920) ; concessions (1860-1947). – Monument aux morts (1922).	1850-1947
2 0	30	Eaux : réglementation de l'usage de l'eau dans le canal dit « de l'Union » (1885) ; travaux de canalisation (1885-1921) ; rôle des concessions d'eau (1933).	1885-1933
2 0	31	Délimitations : demande des habitants du Bras-Panon d'annexer le Bras-Panon à la commune de Saint-André (vers 1850) ; demande des habitants de « La Paix » et de « Pouzzole » d'être rattachés à Saint-Benoit (1883-1884).	1850-1884
2 0	32	Affaires scolaires (1886-1921). – Assistance et hygiène (1886-1912). – Immigration (1890-1921). – Approvisionnements (1886-1912). – Recensements (1887-1892).	1886-1921

L'ENTRE-DEUX

2 0	33	Personnel : maires et conseillers municipaux (1849-1942) ; frais engagés par le maire dans l'exercice de ses fonctions (1919-1920) ; employés communaux (1882-1916) ; employés de police (1850-1920).	1849-1942
2 0	34	Police : arrêtés, ordre public (1848-1942). – Affaires électorales (1894-1922). – Etat civil (1850-1920). – Fêtes, manifestations, esprit public, visites officielles (1922-1942).	1848-1942
2 0	35	Délibérations du Conseil municipal.	1882-1942
2 0	36	Bâtiments et biens communaux (1896-1946) ; inventaire du mobilier (1920-1941) ; travaux et réparations (1899-1942).	1896-1946

2 0	37	Mairie : réparations (1902-1922). — Ecoles : aménagements (1912-1920). — Poste de police : reconstruction (1934-1935).	1902-1935
2 0	38	Presbytère : reconstruction (1934-1935). — Cimetière : réparations (1911) ; concessions (1944-1947).	1911-1947
2 0	39	Eaux : concessions et travaux de canalisation (1887-1940) ; source « Mouchoir gris » (1893) ; source dite « de Mme Zina » (1920) ; bassin-réservoir de « La Mare » (1922) ; amélioration des canalisations de la ravine des Citrons et du Bras-Long (1935-1936) ; source « Fargean » (1942).	1887-1942
2 0	40	Erection de l'Entre-Deux en section distincte (1839). — Distraction de l'Entre-Deux de la commune de Saint-Pierre et délimitation des deux communes (1853-1893).	1839-1893
2 0	41	Contentieux (1888-1940). — Inspection des services municipaux (1940).	1888-1940
2 0	42	Affaires scolaires (1887-1923). — Affaires militaires (1891-1942). — Hygiène, santé publique, assistance (1893-1942). — Statistiques, économie, agriculture (1848-1941) ; travailleurs engagés (1849-1851). — Calamités et cyclones (1850-1913).	1848-1942

L'ÉTANG-SALÉ

2 0	43	Personnel : maires et conseillers municipaux (1894-1942) ; frais engagés par le maire dans l'exercice de ses fonctions (1899-1923).	1894-1942
2 0	44	Personnel : employés municipaux (1897-1921) ; agents de police (1892-1923).	1892-1923
2 0	45	Police : arrêtés (1898-1922) ; état civil (1907-1921) ; affaires électorales (1898-1920) ; fêtes et réjouissances (1923-1942).	1890-1942
2 0	46	Commission syndicale.	1891
2 0	47	Délibérations du Conseil municipal.	1894-1942
2 0	48	Biens communaux : états des biens appartenant à la commune.	1890-1942
2 0	49	Mairie : réparations (1920) ; reconstruction (1933-1943). — Autres bâtiments civils (1899-1923).	1899-1943
2 0	50	Ecoles : école des garçons : réparations et acquisition (1900-1910), agrandissement (1923-1933) ; école des filles : construction (1910), agrandissement (1922) ; reconstruction (1935) ; école Chabrier : réparations (1909-1916) ; logement des instituteurs (1910).	1909-1935

SOUS-SERIE 2 0 : ADMINISTRATION COMMUNALE

- 2 0 51 Eglise : réparations (1886-1938) ; agrandissement (1937-1940).
– Cimetière : maison du gardien (1907-1908) ; concessions
(1944-1947). 1886-1947
- 2 0 52 Eaux : concessions et travaux de canalisation (1898-1923) ;
sources « Gerbith », « des Deux-Bras » et « des Sapotes »
(1902-1908) ; source « des Deux-Bras » (1935-1937). 1898-1937
- 2 0 53 Erection de l'Étang-Salé en section distincte de la commune
de Saint-Louis (1885). – Erection en commune (1887-1894). 1885-1894
- 2 0 54 Affaires scolaires (1899-1915). – Affaires militaires (1913). –
Hygiène, santé publique et assistance (1898-1915). – Statis-
tiques, agriculture et industrie (1890-1903). – Cyclones des
21 mars 1904 et 10-11 mars 1928 (1904-1933). 1890-1933

LA PETITE ILE

- 2 0 55 Personnel : création d'un poste d'adjoint spécial et d'une mai-
rie annexe (1891-1894) ; maires et conseillers municipaux
(1941-1942) ; employés de police (1940). – Visites officielles
(1941). – Délibérations du Conseil municipal (1939-1942). –
Bâtiments communaux : réparations de la mairie et de l'école
(1935-1947). – Cimetière : concessions (1947). – Eaux : cana-
lisations et rôle (1938-1941). – Inspection des services munici-
paux (1940). 1891-1947

LA PLAINE DES PALMISTES

- 2 0 56 Personnel : maires et conseillers municipaux (1862-1923) ;
employés communaux (1860-1941) ; employés de police (1879-
1923). 1860-1941
- 2 0 57 Correspondance générale. 1859-1942
- 2 0 58 Police : arrêtés (1859-1942) ; réclamations et requêtes (1859-
1928) ; ordre public (1900-1909). – Affaires électorales (1879-
1921). – Etat civil (1870-1916). 1859-1942
- 2 0 59 Délibérations du Conseil municipal. 1860-1870
- 2 0 60 *Idem.* 1871-1942
- 2 0 61 Biens communaux : concessions, acquisitions, échanges et lo-
cations. 1860-1945
- 2 0 62 Bâtiments communaux : états des bâtiments (1899-1933) ;
écoles (1873-1935) ; réparations et constructions diverses
(1863-1920) ; église et chapelle (1873-1900) ; cimetière : con-
cessions (1870-1947). 1863-1947

2 0	63	Eaux : canalisations et sources du « Bras-Piton ».	1863-1938
2 0	64	Erection de la Plaine des Palmistes en district spécial, et projet d'érection en commune (1859-1899). — Contentieux (1882-1891).	1859-1899
2 0	65	Affaires scolaires (1874-1941). — Affaires religieuses (1900). — Recensements et statistiques (1862-1878) ; agriculture, approvisionnements et immigration (1866-1898). — Hygiène et assistance (1863-1923). — Calamités, incendies et cyclones (1847-1921).	1847-1941

LE PORT

2 0	66	Personnel : maires et conseillers municipaux (1902-1941) ; employés communaux (1909-1923) ; employés de police (1896-1942).	1896-1942
2 0	67	Police : arrêtés (1897-1923). — Affaires électorales (1906-1920). — Etat civil (1908-1916). — Fêtes, réceptions, affaires diverses (1902-1942).	1897-1942
2 0	68	Délibérations du Conseil municipal.	1895-1940
2 0	69	Biens et bâtiments communaux.	1899-1941
2 0	70	Ecoles (1907-1923). — Salles de spectacle (1915-1934).	1907-1934
2 0	71	Marché et abattoir (1906-1939). — Bains-douches (1936-1937).	1906-1939
2 0	72	Eglise et cimetière.	1896-1947
2 0	73	Eaux : concessions et canalisations (1901-1920) ; source « Denise » (1906-1922) ; source « Blanche » (1911-1937). — Eclairage électrique de la ville (1928-1935).	1901-1937
2 0	74	Erection du Port en commune et partage des biens entre le Port et la Possession (1895-1913). — Contentieux (1906-1908).	1895-1913
2 0	75	Affaires scolaires (1913-1929). — Ravitaillement (1902-1942). — Hygiène et salubrité publique, assistance (1896-1923). — Cyclones et incendie (1907-1921).	1896-1942

LA POSSESSION

2 0	76	Personnel : maires et conseillers municipaux.	1847-1941
2 0	77	Personnel : employés municipaux (1908-1942) ; employés de police (1902-1929).	1902-1942

2 O	78	Police (1847-1929) ; batelage (1848-1850). – Agence municipale du Dos d'Ane (1919-1920). – Affaires électorales (1895-1921). – Fêtes et visites officielles (1847-1942).	1847-1942
2 O	79	Délibérations du Conseil municipal.	1898-1942
2 O	80	Enquêtes administratives.	1907-1922
2 O	81	Biens communaux, meubles et immeubles.	1898-1945
2 O	82	Mairie (1936-1937). – Ecoles : construction à la Rivière des Galets (1935-1936) et à la Nouvelle (1939).	1935-1939
2 O	83	Eglise : construction (1837-1852). – Cimetières (1858-1947).	1837-1947
2 O	84	Eaux : concessions et réclamations (1892-1938) ; canalisations de la Ravine des Lataniers et du Dos d'Ane (1934-1937).	1892-1938
2 O	85	Erection de la Possession en commune et délimitations.	1882-1912
2 O	86	Affaires scolaires (1847-1915). – Affaires religieuses (1940-1941). – Economie et statistiques (1850-1908). – Hygiène publique et assistance (1850-1924).	1847-1941

SAINT-ANDRÉ

2 O	87	Personnel : maires et conseillers municipaux (1831-1942) ; employés communaux (1832-1920) ; employés de police (1831-1930).	1831-1942
2 O	88	Police : arrêtés (1848-1924) ; réglementation, requêtes, ordre public (1835-1942). – Etat civil (1831-1921). – Affaires électorales (1837-1912). – Proclamations, fêtes, propagande (1838-1942). – Correspondance diverse (1837-1866).	1831-1942
2 O	89	Conseil municipal : convocations.	1831-1942
2 O	90	Conseil municipal : délibérations.	1827-1836
2 O	91	<i>Idem.</i>	1837-1850
2 O	92	<i>Idem.</i>	1851-1870
2 O	93	<i>Idem.</i>	1871-1931
2 O	94	Biens et bâtiments communaux : inventaires et travaux divers.	1864-1939
2 O	95	Mairie : reconstruction (1867-1869) ; construction de la mairie du Champ-Borne (1935). – Ecoles : école des frères (1856) ; école primaire du Champ-Borne (1860) ; école des garçons (1920-1929).	1856-1935

2 O	96	Eglises : réparations (1862-1924) ; reconstruction de l'église de Saint-André (1899-1901) ; église du Champ-Borne (1905). — Presbytère (1859). — Cimetières (1844-1942). — Monument aux morts (1936).	1844-1942
2 O	97	Eaux : travaux de canalisation (1909-1917) ; canal Lancastel (1832-1852) ; Bras des Citronniers (1878-1924) ; canalisation du Champ-Borne (1883) ; concessions (1871). — Eclairage électrique (1937-1941).	1832-1941
2 O	98	Affaires scolaires (1860-1913). — Affaires religieuses (1860-1920). — Statistiques, approvisionnements, agriculture, immigration (1834-1920). — Hygiène, assistance et santé publiques (1833-1915). — Cyclones et calamités (1836).	1833-1920

SAINT-BENOIT

2 O	99	Personnel : maires et conseillers municipaux (1827-1941) ; employés communaux (1847-1920) ; employés de police (1832-1941).	1827-1941
2 O	100	Police : arrêtés (1840-1920) ; réglementation, criminalité et incidents divers (1832-1942). — Etat civil (1848-1916). — Affaires électorales (1831-1910). — Fêtes et commémorations (1853-1941).	1831-1942
2 O	101	Conseil municipal : convocations et motions.	1832-1942
2 O	102	Conseil municipal : délibérations.	1827-1837
2 O	103	<i>Idem.</i>	1838-1851
2 O	104	<i>Idem.</i>	1852-1862
2 O	105	<i>Idem.</i>	1863-1870
2 O	106	<i>Idem.</i>	1871-1899
2 O	107	<i>Idem.</i>	1900-1929
2 O	108	Biens communaux : inventaires des meubles et immeubles ; travaux divers.	1858-1925
2 O	109	Mairie (1860-1912). — Ecoles : école des sœurs de Saint-Joseph (1831-1832) ; école des frères de Bras-Panon (1872) ; collège (1878-1893) ; école des garçons de Sainte-Anne (1910) ; école des filles de Sainte-Anne (1912-1913) ; école des garçons de la ville (1933-1934) ; école de l'Abondance (1935).	1831-1935

A messieurs le président et
membres du conseil municipal
de la commune de St. Perrot.

Messieurs,



une grande calamité vient d'affliger
votre commune que vous avez
mandat de représenter. Le coup de
vent des 8 et 9 de ce mois a enlevé un
grand nombre d'habitants et peut
de l'abîme des produits sur lesquels ils
pourraient raisonnablement compter.
Sans doute vous ne pouvez rien contre
cet événement déplorable, mais vous
pouvez vous accorder la faveur que
vous vous devez comme aux
représentants des intérêts généraux et
particuliers de cette commune, de
la continuation des travaux d'édification
depuis 1844 jusqu'à
l'année des travaux.

(Signature)

Sachez que la pétition que vous
présentez est dangereuse. Chaque année

(Signature)

devient la proie de fléaux (comme la
pauvre Qui & nous y pourrions en faire
pour la catastrophe de 1844 en sa-
remouratit).

Ces souffrances on appelle (Dont)
insulte sollicitude et on doit leur prae
que vous ne puissiez obtenir de
l'administration la continuation de
ces travaux protecteurs qui assurent le
droit d'avantage de protéger la vie et
la propriété d'un grand nombre de
citoyens, et d'assurer les expropriations
du bon pont de St. Denis.

Mais avons l'honneur d'être
avec respect.

Messieurs,

Les très humble et très
fidèle serviteur.
J. Le Grand
J. Guéhenne
A. Labaune (G. Lagueau)
C. Leclercq
E. Baerle
Veuve Cazemire Boyer
Ottobert

Mme Lindy

G. F. ...

Mme ...

M. Bouffé

M. ...

Mme ...

Mme ...

Mlle ...

M. ...

Camille

M. ...



A Paris le 19 mars 1848.

J. Denis le 21 Mars 1840

6

Monsieur Le Directeur de l'Estimé

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date
du 19 Mars Courant N.º 287, relative au Congrès de marionnettes
dans les limites de la Rivière de l'Est et signalé par Mr Hippolyte Paris
Je m'empresse de vous faire connaître que ce Congrès de marionnettes
au dit lieu se compose de quatre individus savoir 1.º Charles
de Mr Hippolyte Paris, 2.º Alexandre entenu du même 3.º F.º
à Mr comédien Grand de Sainte Marie et 4.º d'un autre dont on a
indiqué le nom approximativement Mr Alexis ainsi qu'il résulte de ce
les trois premiers ont été arrêtés par le Sûr comédien Grand
détachement les 16 et 17 du Courant et le 4.º s'est évadé les
de Mr Hippolyte Paris sont encore détenus à la suite de quoi
attendu que les communications ont été interrompues jusqu'à ce jour
la poste du dit département ou de ce qui est dit Sûr Paris etc.
de Monsieur comédien Grand a été expédié au Secrétaire de l'Est
de St Denis par la Correspondance du 16 Courant avec soumission
auprès Monsieur le Directeur de l'Estimé l'assurance
respectueux

Le Maire de St Denis

Memo

ARCHIVES DE LA
PROPRIÉTÉ
PUBLIQUE

- 2 O 110 Autres bâtiments civils : caserne, geôle, hospice, dépôt communal (1857-1899) ; abattoir et marché (1934-1937). 1857-1937
- 2 O 111 Eglises : travaux (1839-1882). – Cimetières : acquisitions de terrains (1826-1864) ; concessions (1831-1947). 1826-1947
- 2 O 112 Eaux : problèmes d'alimentation en eau (1863-1912) ; travaux de canalisation (1849-1924) ; canalisation de Sainte-Anne (1910-1913) ; concessions (1858-1910). – Eclairage électrique (1922-1923). 1849-1924
- 2 O 113 Contentieux (1848-1910). – Rattachement du Bras-Panon à la justice de paix de Saint-André (1849). – Colonisation de la Plaine des Palmistes : pétition des habitants de Saint-Benoit (1848-1851). – Projets d'érection en commune séparée du Bras-Panon (1881) et de Sainte-Anne (1882-1896). 1848-1910
- 2 O 114 Affaires scolaires (1843-1913). – Affaires religieuses (1840-1941). – Statistiques, population, économie, approvisionnements (1832-1914). – Affaires sociales : esclavage et marronage, immigration, ateliers de discipline (1840-1908) ; hygiène et santé publiques (1862-1949). – Affaires militaires (1848-1940). – Cyclones et calamités (1830-1882). 1830-1941

SAINT-DENIS

- 2 O 115 Personnel : maires et conseillers municipaux (1826-1941) ; statuts du personnel communal, caisse de retraite et syndicats (1846-1923). 1826-1941
- 2 O 116 Personnel : employés communaux (1815-1942) ; employés de police (1831-1891). 1815-1942
- 2 O 117 Personnel : employés de police. 1900-1915
- 2 O 118 *Idem.* 1916-1937
- 2 O 119 Police : arrêtés (1828-1940) ; rixes, accidents, délits et incidents divers (1819-1923) ; police des denrées (1907-1908) ; cirque (1862-1870). – Services d'incendie (1852-1939) ; pompes funèbres (1860-1891). – Etat civil (1851-1915). – Affaires électorales (1831-1921). – Réceptions, visites officielles et fêtes (1863-1941). 1819-1941
- 2 O 120 Conseil municipal : convocations, motions, correspondance (1815-1946) ; délibérations (1826-1840). 1815-1946
- 2 O 121 Conseil municipal : délibérations. 1841-1848
- 2 O 122 *Idem.* 1849-1851

2 0	123	<i>Idem.</i>	1852-1860
2 0	124	<i>Idem.</i>	1861-1868
2 0	125	<i>Idem.</i>	1869-1871
2 0	126	<i>Idem.</i>	1872-1875
2 0	127	<i>Idem.</i>	1876-1880
2 0	128	<i>Idem.</i>	1881-1901
2 0	129	<i>Idem.</i>	1902-1914
2 0	130	<i>Idem.</i>	1915-1939
2 0	131	Biens et bâtiments communaux : inventaires des immeubles et du mobilier (1830-1924) ; acquisitions, cessions, baux (1859-1916) ; travaux (1856-1942) ; assurances contre l'incendie (1911-1912).	1830-1942
2 0	132	Hôtel de ville : construction (1854-1863) ; réparations et aménagements (1881-1938). — Annonce de l'heure par un coup de canon (1899).	1854-1938
2 0	133	Ecoles : acquisition d'immeubles (1872-1938) ; Ecole Joinville (1855-1947) ; école de Sainte-Clotilde (1880-1935) ; école des filles du camp Ozoux (1900) ; école des filles de la Rivière (1901-1902) ; école maternelle de la rue de l'Intendance (1920-1939) ; école primaire centrale (1925) ; construction de chalets de nécessité pour les écoles (1934) ; école de musique (1937).	1855-1947
2 0	134	Autres bâtiments civils : abattoir et marché (1848-1921) ; hôpital communal (1907-1944) ; postes de police (1935-1940) ; dispensaire (1872-1875) ; dépôts de pétrole (1915) ; théâtre (1850-1937).	1848-1944
2 0	135	Eglises : églises de Saint-Denis (1832) ; chapelle du Brûlé (1870) ; église de l'Assomption (1853-1944) ; Notre-Dame de la Délivrance (1895-1909) ; église de Sainte-Clotilde (1934) ; église Saint-Jacques (1900-1948) ; église de la Montagne (1939) ; église protestante (1940) ; église Saint-Bernard (1945). — Cure de Saint-Jacques (1936-1937).	1832-1945
2 0	136	Cimetières : cimetière des esclaves (1843) ; de l'Est (1852-1865) ; de l'Ouest (1854) ; nouveau cimetière de l'Est (1900), cimetière des Arabes (1911-1913) ; de Sainte-Clotilde (1921).	1843-1921
2 0	137	Cimetières : concessions.	1827-1859

2 0	138	<i>Idem.</i>	1859-1863
2 0	139	<i>Idem.</i>	1864-1947
2 0	140	Eaux : concessions (1835-1839). – Canalisation des eaux du Bois de Nèfles (1852-1872) ; ravine du Chaudron , rivière des Pluies, ravine des Patates à Durand, marine Richard, conduite d'eau du Brûlé, canal Tourette, ravine à Jacques et Grande ravine (1862-1938) ; château d'eau (1883) ; source Morange (1934) ; canalisation de la Providence (1935) ; source de la ravine Cochon (1938) ; adduction d'eau de la place du Bara-chois (1939) ; source du Bail (1940).	1835-1940
2 0	141	Eaux : nouvelle canalisation et projet de dérivation des eaux de la rivière Saint-Denis.	1874-1899
2 0	142	<i>Idem.</i>	1899-1941
2 0	143	Eclairage public de la ville.	1860-1947
2 0	144	Contentieux (1819-1940). – Affaires scolaires (1827-1939). – Affaires culturelles (1833-1911). – Affaires religieuses (1847-1941). – Affaires militaires (1835-1918). – Statistiques, approvisionnements et affaires économiques (1835-1911). – Affaires sociales : esclavage et marronnage (1829-1835) ; immigration et main-d'oeuvre (1845-1881) ; santé et hygiène publiques (1833-1939). – Calamités (1830-1874).	1819-1941

SAINT-JOSEPH

2 0	145	Personnel : maires et conseillers municipaux (1831-1942) ; employés communaux (1826-1921) ; employés de police (1841-1942).	1826-1942
2 0	146	Police : arrêtés (1848-1920) ; rapports de police et de gendarmerie, affaires diverses (1845-1941). – Etat civil (1848-1916). – Affaires électorales (1834-1908). – Visites officielles (1940-1941). – Horaire de la diligence (1911).	1834-1941
2 0	147	Conseil municipal : correspondance, motions, affaires diverses.	1841-1942
2 0	148	Conseil municipal : délibérations.	1834-1872
2 0	149	<i>Idem.</i>	1873-1890
2 0	150	<i>Idem.</i>	1891-1942
2 0	151	Bâtiments et biens communaux : inventaires (1899-1925) ; terrains et immeubles (1858-1912) ; travaux et réparations (1872-1947).	1858-1947

- 2 O 152 Mairie : projet de construction abandonné (1872-1873) ; nouveau projet de construction (1934-1937). 1872-1937
- 2 O 153 Ecoles : bâtiments scolaires et baux (1903-1914) ; école des Frères (1849-1875), des Soeurs (1860-1917) ; école communale de Langevin (1876) ; école des filles des Lianes et école mixte de Carrosse (1889-1913) ; école publique congréganiste des filles (1901) ; école du Grand Galet (1905), des filles de Vincendo (1905), des garçons de Saint-Joseph (1911-1939), mixte de Jean Petit (1913), des filles de Saint-Joseph (1914). 1849-1939
- 2 O 154 Autres bâtiments civils : poste des chasseurs d'ordre (1847-1848) ; léproserie (1865) ; abattoir et marché (1872-1917) ; prison municipale (1892) ; Lazaret (1899) ; poste de police (1905-1907). 1847-1917
- 2 O 155 Eglises : église de Saint-Joseph (1841-1936), de Sainte-Genève (1850-1874), des Lianes (1935-1940), de Vincendo (1938). - Presbytère (1864-1870). 1841-1940
- 2 O 156 Cimetières : cimetière de Saint-Joseph (1864-1868), des Lianes, de Vincendo et de Roche-Plate (1898-1920) ; concessions (1833-1947). 1833-1947
- 2 O 157 Eaux : concessions et rôles des prises d'eau (1843-1920) ; demandes de particuliers (1849-1910) ; travaux de canalisation de Saint-Joseph (1891-1935), de la Crête (1904), de la Plaine des Grègues (1906-1916), de la Rivière des Remparts (1911-1936), problèmes d'alimentation en eau (1911-1939) ; eaux de la rivière Langevin (1903-1904) ; sources : Cajala (1912-1914), des Bananes marrons (1917), Jean Petit (1920), de la Ravine Chrysostome (1938-1939), Djelma Rivière (1938-1939). 1843-1939
- 2 O 158 Erection en commune de la section du Baril et délimitation de terrains. 1831-1907
- 2 O 159 Contentieux (1851-1917). - Enquête administrative sur la gestion municipale (1913-1914). 1851-1917
- 2 O 160 Affaires scolaires (1847-1922). - Affaires culturelles et sportives (1906-1941). - Affaires religieuses (1863-1874). - Affaires militaires (1841-1869). - Statistiques, économie et approvisionnements (1838-1921). - Affaires sociales : esclavage, immigration, assistance, hygiène et santé publiques (1849-1941). - Calamités (1848-1907). 1838-1941

SAINTE-LEU

- 2 O 161 Personnel : maires et conseillers municipaux (1831-1924) ; employés communaux (1831-1925) ; employés de police (1830-1931). 1830-1931

2 0	162	Police : arrêtés (1838-1941) ; affaires diverses (1854-1941). — Affaires électorales (1848-1939). — Visites officielles, cérémonies, proclamations (1847-1941).	1838-1941
2 0	163	Conseil municipal : correspondance et motions.	1832-1942
2 0	164	Conseil municipal : délibérations.	1827-1851
2 0	165	<i>Idem.</i>	1852-1870
2 0	166	<i>Idem.</i>	1871-1898
2 0	167	<i>Idem.</i>	1906-1924
2 0	168	Biens et bâtiments communaux : concessions (1851) ; terrains et immeubles (1867-1934) ; inventaires des meubles et immeubles (1914-1941) ; travaux et réparations (1842-1876).	1842-1941
2 0	169	Mairie (1871). — Ecoles : école primaire et orphelinat des Filles de Marie (1865) ; école des Filles des Trois-Bassins (1893), mixte de Grand-Fond (1913-1914) ; école privée de La Chaloupe (1916-1917) ; écoles des Colimaçons et de La Chaloupe (1918-1934), mixte de l'Etang-Saint-Leu (1925), des filles du Piton (1935).	1865-1935
2 0	170	Autres bâtiments civils : abattoir et marché (1851-1934) ; hôpital (1853-1874) ; poste de police (1877-1922) ; dispensaire et maternité (1912-1936) ; hospice (1936) ; salle des fêtes (1935-1937).	1851-1937
2 0	171	Eglises : église du Piton Saint-Leu (1932), de Notre-Dame de la Salette (1881-1882) ; chapelle des Trois-Bassins (1875-1950). — Cimetières : séparation entre le cimetière des blancs et celui des esclaves (1849) ; cimetière des Trois-Bassins (1859-1860), des Colimaçons (1870-1873), de l'Etang (1935) ; concessions (1859-1947).	1849-1947
2 0	172	Eaux : problèmes d'alimentation en eau (1870-1871) ; concessions et rôles des prises d'eau (1881-1922) ; travaux et fournitures de tuyaux (1850-1935) ; canalisations : du Cormoran (1862), de la Ravine du Trou (1871-1877), des Avirons et du Bras de Jeanne (1871-1927), du Grand Etang (1875), de la Ravine Tête-Dure (1882), du Cap et de la Salette (1936), du Piton Saint-Leu (1940) ; Sources : du Cap («affaire Dussac») (1853-1882), Françoise (1918), Boulanger (1939).	1850-1940
2 0	173	Distraction de la commune de Trois-Bassins de celle de Saint-Leu (1893). — Contentieux (1848-1924).	1848-1924

- 2 O 174 Affaires scolaires (1847-1921). — Affaires religieuses (1849-1941). — Affaires militaires (1839-1940). — Statistiques économie et approvisionnements (1830-1936). — Affaires sociales : esclavage et immigration (1847-1925) ; santé et salubrité publiques (1870-1921). — Calamités (1852-1926). 1830-1941

SAINT-LOUIS

- 2 O 175 Personnel : maires et conseillers municipaux (1821-1929) ; adjoints spéciaux de la rivière Saint-Louis et de Cilaos (1866-1924) ; employés communaux (1849-1920) ; employés de police (1835-1928). 1821-1929
- 2 O 176 Police : arrêtés (1830-1925). — Etat civil (1851-1917). — Affaires électorales (1848-1914). — Proclamations, fêtes et visites officielles (1848-1938). 1830-1938
- 2 O 177 Conseil municipal : correspondance. 1827-1923
- 2 O 178 Conseil municipal : délibérations. 1827-1869
- 2 O 179 *Idem.* 1870-1909
- 2 O 180 *Idem.* 1910-1942
- 2 O 181 Bâtiments et biens communaux : inventaires (1901-1924) ; travaux et réparations (1829-1945) ; concessions (1870-1913). 1829-1945
- 2 O 182 Ecoles : généralités (1845-1934) ; écoles des garçons et des filles de Saint-Louis et école des Frères (1878-1923), des Soeurs de Saint-Joseph (1851-1876) ; écoles de la Rivière : des garçons (1932-1937), des filles (1916-1933). 1845-1937
- 2 O 183 Ecoles : école de Cilaos (1877-1947), de Ruisseau (1911-1934), de la Plaine des Macques (1908-1946), de Palmiste Rouge (1908-1911). 1877-1947
- 2 O 184 Abattoir et marché. 1900-1912
- 2 O 185 Eglises : construction et réparations de l'église de Saint-Louis (1852-1913) ; vente de l'ancienne chapelle des Soeurs (1909) ; église Saint-Dominique de l'Etang-Salé (1861-1880), Notre-Dame du Rosaire de la Rivière (1883-1935), Notre-Dame des Neiges de Cilaos (1858-1938). 1852-1938
- 2 O 186 Cimetières : concessions (1841-1946) ; acquisition de terrains (1858-1902). 1841-1946

- 2 O 187 Eaux : concessions (1838-1907). — Rapport sur les eaux de Saint-Louis (1870-1871) ; canalisations : canal Saint-Louis (1854-1901), canal de la Rivière (1868-1870), de la rivière et l'Étang-Salé (1873-1876), du Bras des Etangs à Cilaos (1903), travaux divers (1873-1936) ; sources : Bras des Patates (1852-1903), Pierre Noël, Ravine du Gol et Bras des Chevrettes (1864-1866), Ravine des Goyaves (1866), Ravine des Avirons et Mouchoir gris (1872-1897), Ravine Rhénone (1880), Azéma (1880), Lesquelin (1884), Bois Gaulettes (1900), des Macques (1902), Monplaisir, Plaine Bois de Nèfles, Choppy et Merlo (1902-1939), Maison Rouge (1916). 1838-1939
- 2 O 188 Eaux thermales de Cilaos. 1848-1911
- 2 O 189 Eclairage électrique. 1921-1937
- 2 O 190 Délimitations de la commune (1866-1900). — Erection de l'Étang-Salé en commune séparé (1891). — Projet d'érection en commune de Cilaos, la Rivière Saint-Louis et les Avirons (1882-1925). 1866-1925
- 2 O 191 Contentieux. 1849-1902
- 2 O 192 Affaires scolaires (1849-1910). — Affaires religieuses (1872). — Statistiques, économie, approvisionnements (1829-1924). — Affaires sociales : esclavage et immigration (1830-1908) ; hygiène et santé publique (1862-1925) ; secours (1849-1933). — Calamités : sécheresses et cyclones (1848-1921). 1829-1933

SAINTE-MARIE

- 2 O 193 Personnel : maires et conseillers municipaux. 1831-1923
- 2 O 194 Personnel : employés communaux (1837-1918) ; employés de police (1887-1927). 1887-1927
- 2 O 195 Police : arrêtés (1849-1918). — Affaires électorales (1831-1851). — Proclamations, fêtes et cérémonies officielles (1836-1920). 1831-1920
- 2 O 196 Conseil municipal : correspondance. 1834-1924
- 2 O 197 Conseil municipal : délibérations. 1821-1852
- 2 O 198 *Idem.* 1853-1874
- 2 O 199 *Idem.* 1876-1914

SOUS-SÉRIE 2 O : ADMINISTRATION COMMUNALE

2 O	200	<i>Idem.</i>	1915-1941
2 O	201	Biens et bâtiments communaux : inventaires (1899-1924) ; immeubles (1860-1936), travaux (1882-1947).	1860-1947
2 O	202	Mairie : construction et réparation (1859-1912) ; acquisition d'un immeuble (1923). — Ecoles : des Soeurs (1864-1874) ; des garçons (1911-1918).	1859-1923
2 O	203	Eglise : réparations (1860-1935). — Presbytère : réparations (1898-1899). — Cimetière : agrandissement (1834-1874) ; Concessions (1835-1946).	1834-1946
2 O	204	Eaux : canalisation du Bois-Rouge (1876-1901) ; Source Martin (1876) ; construction de réservoirs et de fontaines à la Découverte et au Bois-Rouge (1882-1899) ; canal de Lagrange (1902) ; canalisations de La Découverte (1903) ; captage de la rivière Charpentier (1903-1913) ; travaux de canalisation (1924). — Eclairage électrique (1922).	1876-1924
2 O	205	Contentieux.	1831-1901
2 O	206	Affaires scolaires (1841-1914). — Statistiques, économie et approvisionnements (1836-1921). — Affaires sociales : esclavage et immigration (1838-1877) ; hygiène et assistance (1836-1908). — Calamités (1836-1904).	1836-1921
<i>SAINT-PAUL</i>			
2 O	207	Personnel : maires et conseillers municipaux.	1826-1942
2 O	208	Personnel : employés municipaux (1856-1921) ; employés de police (1830-1946) ; gardes champêtres (1849-1916) ; sapeurs-pompiers (1850-1870).	1830-1946
2 O	209	Police : arrêtés (1835-1942) ; état civil (1832-1902). — Affaires électorales (1834-1898). — Commémorations, fêtes, visites officielles, distinctions et propagande (1850-1941).	1832-1942
2 O	210	Registre des actes conservatoires.	1887-1898
2 O	211	Conseil municipal : correspondance, motions, affaires diverses.	1826-1942
2 O	212	Conseil municipal : délibérations.	1827-1839
2 O	213	<i>Idem.</i>	1847-1850
2 O	214	<i>Idem.</i>	1851-1860
2 O	215	<i>Idem.</i>	1861-1870

Document extrait de l'article 2 O 217 (3 pages).

Rapport, sur les travaux communaux
de la commune de St Paul.

19 Décembre 1854. —

La première de ces conditions fut religieusement remplie jusqu'en 1898. victime du coup de vent de 1892 qui étendit ses effets désastreux sur la colonie entière, la commune demanda à affecter aux réparations des chemins d'un service journalier les journées arriérées, elle motivait sa demande en raison des malheurs qui l'avaient atteinte depuis peu de jours, elle lui furent accordés par l'autorité supérieure, et les habitants par tout où le zèle des habitants voulait les obtenir. La commune se croyait d'autant plus en droit de réclamer ces journées dans l'intérêt des contribuables, que depuis un grand nombre d'années pas une réparation n'avait été faite aux chemins de communication soit pour les piétons soit pour les cavaliers.

Ce ne fut donc que par un cas de force majeure que la commune se vit dépourvue d'un avantage qui lui était confié par l'avis de partie de ses notables, depuis elle n'en a plus joui, le chemin de ligne n'a pas été tracé.

Elle se présente aujourd'hui en présence des mêmes besoins qui sont devenus des nécessités premières,

Elle a à sa disposition un arriéré dont le chiffre s'élève à environ quarante ou quelques mille journées.

La commission a de recherché à laquelle cause on pourrait attribuer un arriéré aussi élevé, la seule qu'elle ait prise en considération comme devant importer toutes les autres se trouve dans la centralisation des forces dans un seul point.

En effet, il était impossible qu'un habitant éloigné de deux ou trois lieues d'un point unique de travail, par le départ de ses vœux, s'en séparât lorsqu'il ne pouvait pas leur donner chaque jour, à chaque instant les soins que réclament ces individus, si à cette cause, se joignait l'examen des routes dégradées dont il se servait habituellement, le découragement s'emparait de lui, de l'indifférence pour son travail fort éloigné de ses parages, insouciance complète pour une création dont il ne pouvait apprécier de résultats qui lui fussent particuliers, il lui proférerait proficacement immédiatement, de plus la commune n'est en état de ses demandes de réquisition qu'aux particuliers qui possèdent une certaine quantité d'éclaire, ceux qui ne possèdent qu'un ou deux ne pourraient raisonnablement être appelés à participer à des travaux éloignés.

2 O	216	<i>Idem.</i>	1871-1933
2 O	217	Bâtiments et biens communaux : inventaires, cessions, acquisitions et travaux.	1831-1947
2 O	218	Mairies : mairie de Saint-Paul (s.d.) ; construction de la mairie de la Saline (1912-1918) ; acquisition d'une ancienne caserne d'infanterie servant de mairie (1916).	1912-1918
2 O	219	Ecoles : terrains et immeubles destinés aux écoles (1847-1920) ; école de Saint-Gilles-les-Bas (1863-1874) ; collège secondaire spécial (1867-1877) ; école des filles de la Saline (1876-1895), des garçons du Bout de l'Etang (1896), des garçons de la Saline (1912-1944), des garçons de Saint-Gilles-les-Bains (1896) ; création d'une école dans le cirque de Mafate (1926).	1847-1944
2 O	220	Eglises de Saint-Paul : construction et aménagements (1835-1932) ; du Bois de Nèfles (1848-1934) ; de Saint-Gilles (1872-1947). — Chapelles : Sainte-Thérèse de la Saline (1863-1876), Saint-Amand du Guillaume (1891).	1835-1947
2 O	221	Cimetières : de la Possession (1872-1873) ; du Bois de Nèfles (1908), de la ville-nord dit du Bout de l'Etang (1863-1878), de la ville-sud, dit de la Caverne (1862-1863), de Saint-Gilles-les-Hauts (1923-1924) ; concessions : Saint-Gilles (1862-1947), Saint-Gilles-les-Hauts (1944-1947), la Saline (1944-1947), le Guillaume (1944-1947), le Bois de Nèfles (1944-1947), la ville (1944-1947).	1862-1947
2 O	222	Cimetière de la ville : concessions (1835-1910). — Monument aux morts (1918).	1835-1918
2 O	223	Eaux : canalisations, concessions, vente de la propriété de Grand-Fonds et eaux du Cormoran (1848-1939) ; Source des Orangers (1924-1940) ; Bras de Jeanne (1891-1939) ; ravine la Plaine (1848-1893) ; Etang Saint-Paul (1850-1920) ; Etang Saint-Gilles (1923) ; eaux thermales de Mafate (1865-1872) ; eaux de Saint-Gilles et Grand-Fonds (1871).	1848-1940
2 O	224	Eclairage électrique.	1922-1935
2 O	225	Délimitations : créations d'adjoints spéciaux et projets d'érection de communes séparées à La Possession (1870-1892), au Guillaume et à Bellemène (1895-1925), à la Saline (1894-1920), à Saint-Gilles-les-Hauts (1921-1923) ; concessions, mesurages, abornements, cadastre (1850-1892).	1850-1925
2 O	226	Contentieux.	1836-1942

- 2 O 227 Recensements, statistiques et économie (1836-1941) ; approvisionnements, marchés et adjudications (1846-1941). 1836-1941
- 2 O 228 Affaires scolaires (1835-1926). — Affaires militaires (1848-1889). — Affaires sociales : esclaves et immigrants (1832-1939) ; santé, hygiène et assistance publiques (1831-1926). — Calamités et sinistres : cyclones (1850-1919), inondations (1872-1913), naufrages (1848-1866), incendies (1847-1870). 1831-1939

SAINT-PHILIPPE

- 2 O 229 Personnel : maires et conseillers municipaux (1831-1942), frais engagés par le maire dans l'exercice de ses fonctions (1915) ; employés communaux (1831-1941) ; employés de police (1851-1941). 1831-1942
- 2 O 230 Police : arrêtés (1847-1920), états et rapports (1831-1921). — Etat civil (1849-1923). — Affaires électorales (1848-1923). — Administration générale (1895-1923). — Cérémonies et visites officielles (1848-1941). 1831-1941
- 2 O 231 Conseil municipal : correspondance et motions. 1848-1942
- 2 O 232 Conseil municipal : délibérations. 1831-1852
- 2 O 233 *Idem.* 1853-1870
- 2 O 234 *Idem.* 1871-1898
- 2 O 235 *Idem.* 1908-1942
- 2 O 236 Biens et bâtiments communaux : états et inventaires (1914-1942) ; acquisitions, locations, concessions et aliénations (1847-1921). 1847-1942
- 2 O 237 Ecoles : école des Frères (1850-1859), des filles (1851-1866), des Soeurs (1869-1871) ; école communale de Saint-Philippe (1878-1936), du Baril et du Tremblet (1894-1942), de Basse-Vallée (1915) ; logement des instituteurs (1910-1912). 1850-1942
- 2 O 238 Autres bâtiments : geôles (1847-1853) ; poste des chasseurs d'ordre (1848) ; poste de police (1853-1863) ; gendarmerie (1871-1923). 1847-1923
- 2 O 239 Eglise : travaux (1856-1876) ; chapelle du Tremblet (1876). — Cimetière : déplacement (1857-1858) ; concessions (1853-1947). 1853-1947

2 O 240	Eaux : concessions (1913-1915) ; canalisations de Saint-Philippe (1887-1940), de Vincenzo (1888), du Baril (1894-1913) ; sources de Basse-Vallée (1861-1915), du Bras Sec (1888-1914), du Tremblet (1901-1904).	1861-1940
2 O 241	Détachement de la commune de Saint-Philippe de celle de Saint-Joseph et délimitations (1831-1898). — Contentieux (1849-1941).	1831-1941
2 O 242	Affaires scolaires (1846-1913). — Affaires religieuses (1845-1940). — Affaires militaires (1878). — Statistiques, économie, approvisionnements (1833-1923). — Affaires sociales : esclaves et immigrants (1849-1920) ; assistance et santé publique (1845-1894). — Calamités (1849-1867).	1833-1940

SAINT-PIERRE

2 O 243	Personnel : maires et conseillers municipaux.	1827-1946
2 O 244	Personnel : employés communaux (1840-1926) ; employés de police (1830-1932).	1830-1932
2 O 245	Police : arrêtés (1836-1926) ; organisation et rapports (1850-1915) ; police des marchés et abattoirs (1852-1854) ; affaires diverses (1845-1923). — Etat civil (1832-1854). — Affaires électorales (1848-1921). — Fêtes, manifestations, visites officielles, décorations (1846-1941).	1832-1941
2 O 246	Conseil municipal : correspondance et divers.	1827-1941
2 O 247	Conseil municipal : délibérations.	1827-1851
2 O 248	<i>Idem.</i>	1852-1864
2 O 249	<i>Idem.</i>	1865-1870
2 O 250	<i>Idem.</i>	1871-1874
2 O 251	<i>Idem.</i>	1875-1880
2 O 252	<i>Idem.</i>	1881-1884
2 O 253	<i>Idem.</i>	1885-1887
2 O 254	<i>Idem.</i>	1888-1915
2 O 255	<i>Idem.</i>	1916-1942

2 O	256	Biens et bâtiments communaux : inventaires (1899-1925) ; acquisitions et baux (1843-1916) ; travaux et réparations (1856-1936) ; service des vidanges (1863-1905) ; service d'incendie (1870-1924).	1843-1936
2 O	257	Mairies : réparations à l'Hôtel de Ville de Saint-Pierre (1909-1921) ; acquisition d'un immeuble par la mairie de la Petite Ile (1891).	1891-1921
2 O	258	Ecoles : acquisition d'immeubles pour les écoles (1846) ; école des garçons (1891), des filles et des garçons du Tampon (1907-1910), des garçons du Bras de Pontho (1921), des filles et des garçons de la ville (1921), des filles de la Ravine des Cabris (1939-1940).	1846-1940
2 O	259	Autres bâtiments civils : prisons (1848-1908) ; tribunaux (1858-1862) ; marché, bazar et abattoir (1861-1912) ; poste de police (1912) ; hôpital (1927).	1848-1927
2 O	260	Eglises : de l'Anse à la Ravine des Cabris (1857-1884), du Bras de Pontho (1895-1899), de Terre Sainte (1921). – Presbytère (1866).	1857-1921
2 O	261	Cimetières : de la Plaine des Cafres (1861-1862) de la Ravine des Cabris (1896), du Tampon (1910), de Montvert (1939) ; concessions (1832-1947).	1832-1947
2 O	262	Eaux : concessions et travaux de canalisation (1848-1927) ; canalisation de Saint-Etienne (1851-1945), de la Grande Montée (1872-1912), de la Plaine des Cafres (1911-1912) ; sources Legras (1907-1912), du Bras Sec (1908-1909), du Bras de Pontho (1912).	1848-1945
2 O	263	Eclairage public (1874-1923) ; éclairage électrique (1923-1946) ; énergie électrique (1941-1947).	1874-1947
2 O	264	Contentieux.	1848-1922
2 O	265	Marchés et adjudications.	1848-1927
2 O	266	Affaires scolaires (1869-1927). – Affaires militaires (1848-1892). – Statistiques et économie (1831-1926). – Affaires sociales : esclavage et immigration (1848-1862) ; hygiène et santé publique (1851-1913). – Calamités : cyclones (1850-1863), cyclone du 21-22 mars 1904 ; incendie des Hauts de Saint-Pierre (1921).	1831-1927

VILLE DE ST-PIERRE

Administration Municipale

Marché de gré à gré pour l'éclairage électrique de la Ville de St-Pierre

Entre les soussignés :

Monsieur LE VIGOUREUX, Maire de la Commune de Saint-Pierre, dûment autorisé à cet effet par délibération du Conseil Municipal, en date du 24 Octobre 1923, approuvée par Monsieur le Gouverneur de la Réunion.

D'une part ;

Et Monsieur Paul HOAREAU, Industriel à Saint-Pierre.

D'autre part ;

Tous deux faisant élection de domicile à l'Hôtel de Ville de St-Pierre. Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er

La Ville de Saint-Pierre, concède à Monsieur Paul HOAREAU, es-qualité, l'entreprise et le Monopole de l'éclairage électrique de la Ville de Saint-Pierre, à charge par lui de fournir à la Ville, aux Services Publics, et aux particuliers, l'éclairage électrique et la force motrice, moyennant les redevances qui seront fixées plus loin.

Article 2

La présente concession confère au Concessionnaire le droit d'établir et d'entretenir un réseau électrique en Ville de Saint-Pierre, et, sur tout le parcours du réseau soit au-dessus, soit au-dessous, des voies publiques et leurs dépendances, tous ouvrages ou canalisations destinés à la distribution de l'énergie électrique, sous la réserve que ces installations donnent toute garantie quant à la propreté, à l'esthétique et à la sécurité, en se conformant aux conditions du présent marché de gré à gré, aux règlements de voiries et aux arrêtés du Service Local intervenus ou à intervenir.

Le concessionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité pour le déplacement ou la modification des ouvrages établis par lui, sur les voies publiques, lorsque ces changements seront requis par l'autorité compétente, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie.

Article 3

La commune s'engage à céder à l'entrepreneur, pendant toute la durée de la concession deux pieds d'eau (74 litres à la seconde) au prix de mille francs le pied à prendre dans le Canal St-Etienne, à l'endroit qu'indiquera l'entrepreneur qui pourra conduire cette eau jusqu'à la conduite forcée, en aménageant, à cet effet, les cuvettes de la Ville, après s'être mis d'accord avec l'ingénieur Communal ; il en sera de même pour le surplus des eaux. Les eaux perdues à la sortie, redeviennent la propriété de la Commune.

SAINTE-ROSE

2 0	267	Personnel : maires et conseillers municipaux (1826-1942) ; employés communaux (1849-1893) ; employés de police (1835-1927).	1826-1942
2 0	268	Police : arrêtés (1850-1921) ; affaires diverses (1840-1912). – Etat civil (1818-1917). – Affaires électorales (1848-1909). – Administration générale (1841-1869).	1840-1921
2 0	269	Conseil municipal : correspondance et motions.	1827-1942
2 0	270	Conseil municipal : délibérations.	1827-1870
2 0	271	<i>Idem.</i>	1871-1898
2 0	272	<i>Idem.</i>	1900-1944
2 0	273	Bâtiments et biens communaux : états de l'actif (1899-1939) ; acquisitions, concessions, expropriations (1851-1867) ; travaux (1886-1937).	1851-1939
2 0	274	Mairie : réparations et agrandissement (1859-1876) ; construction d'une nouvelle mairie (1888).	1859-1888
2 0	275	Ecoles : établissement des Soeurs de Saint-Joseph et des Frères de la Doctrine chrétienne (1859) ; école des Soeurs (1877), du Bois-Blanc (1911), des garçons et des filles (1912-1938), des garçons du Piton (1932-1938), des garçons du Piton (1932-1934) ; construction de deux classes (1938-1939) ; logement des instituteurs (1902-1912).	1859-1939
2 0	276	Autres bâtiments civils : poudrière (1869) ; abattoir (1911-1915) ; poste de gendarmerie (1921).	1869-1921
2 0	277	Eglise de Sainte-Rose (1846-1904). – Presbytère (1860). – Cimetière : agrandissement (1852) ; concessions (1837-1947).	1837-1947
2 0	278	Eaux : travaux et canalisation.	1892-1920
2 0	279	Contentieux.	1848-1904
2 0	280	Affaires scolaires (1844-1920). – Affaires religieuses (1845-1846). – Affaires militaires (1869-1893). – Statistiques, économie et approvisionnements (1848-1911). – Affaires sociales : esclavage et immigration (1830-1894) ; assistance (1849-1919) ; santé et salubrité publiques (1848-1911). – Calamités (1849-1851).	1830-1920

SAINTE-SUZANNE

2 O	281	Personnel : maires et conseillers municipaux.	1826-1942
2 O	282	Personnel : employés communaux (1826-1921) ; employés de police (1841-1929).	1826-1929
2 O	283	Police : arrêtés (1841-1923) ; chasse et pêche (1848-1922) ; loterie (1851-1900). – Etat civil (1849-1929). – Affaires électorales (1833-1919). – Fêtes, proclamations, visites officielles, récompenses (1848-1941). – Administration générale (1846-1924).	1833-1941
2 O	284	Conseil municipal : correspondance.	1846-1942
2 O	285	Conseil municipal : délibérations.	1830-1870
2 O	286	<i>Idem.</i>	1871-1873
2 O	287	<i>Idem.</i>	1884-1939
2 O	288	Bâtiments et biens communaux : inventaires (1899-1924) ; acquisitions et aliénations (1859-1877) ; travaux (1830-1935). – Bâtiment des Soeurs (1843-1859). – Ouvroir (1862-1914). – Prison (1860-1910). – Orphelinat (1933-1941).	1830-1941
2 O	289	Mairie.	1830-1930
2 O	290	Ecoles : acquisitions d'immeubles et travaux (1838-1936) ; inventaires (1923-1924) ; institution des filles de Marie (1860) ; école des Frères de Salazie (1860) ; école des filles (1891-1941), des garçons (1934).	1838-1941
2 O	291	Eglise, presbytère, chapelle Saint-Jean (1843-1860). – Cimetière : travaux (1858-1860) ; concessions (1833-1946).	1833-1946
2 O	292	Eaux : concessions et canalisations.	1848-1942
2 O	293	Délimitations.	1838-1920
2 O	294	Marchés et adjudications.	1872-1922
2 O	295	Contentieux.	1837-1921
2 O	296	Affaires scolaires (1847-1941). – Statistiques, économie et approvisionnements (1831-1924). – Affaires sociales : esclavage (1846-1867) ; santé et hygiène publiques (1864-1913). – Calamités (1850-1911).	1831-1941

SALAZIE

- | | | | |
|-----|-----|--|-----------|
| 2 O | 297 | Personnel : maires et conseillers municipaux (1836-1942) ; frais engagés par le maire dans l'exercice de ses fonctions (1852-1925) ; employés communaux (1836-1942) ; employés de police (1836-1929). | 1836-1942 |
| 2 O | 298 | Police : arrêtés (1837-1921) ; rapports (1850-1942). – Etat civil (1850-1942). – Affaires électorales (1849-1920). – Fêtes et visites officielles (1856-1941). – Administration général (1837-1908). | 1837-1942 |
| 2 O | 299 | Conseil municipal : correspondance. | 1836-1941 |
| 2 O | 300 | Conseil municipal : délibérations. | 1842-1898 |
| 2 O | 301 | <i>Idem.</i> | 1900-1942 |
| 2 O | 302 | Bâtiments et biens communaux ; inventaires (1899-1942) ; travaux (1890-1937) ; concessions de terrains et bornages (1836-1925). | 1836-1942 |
| 2 O | 303 | Mairies (1869-1935). – Ecoles : acquisition d'immeubles (1890-1914) ; école primaire (1851), des filles (1882-1902), des garçons (1899-1939). – Autres bâtiments civils (1851-1925). | 1851-1939 |
| 2 O | 304 | Eglise (1850-1936). – Chapelle (1853-1854). – Presbytère (1862-1922). – Cimetière : acquisition de terrain (1863-1864) ; concessions (1860-1946). | 1850-1946 |
| 2 O | 305 | Eaux : concessions et travaux de canalisation (1890-1941) ; conduite d'eau du Grand Ilet (1880-1885) ; sources : Hoareau (1900), Piton d'Anchain et Cotteret (1940) ; eaux thermales (1839-1854). | 1839-1941 |
| 2 O | 306 | Erection en commune et délimitations (1835-1899) ; projet d'érection en commune d'Hell-Bourg (1890-1902). – Contentieux (1856-1928). | 1835-1928 |
| 2 O | 307 | Affaires scolaires (1849-1921). – Affaires militaires (1896-1919). – Affaires religieuses, dont « affaire de l'abbé Allano » (1866-1869). – Statistiques, économie, approvisionnements (1849-1933). – Affaires sociales : esclavage et immigration (1835-1909) ; hygiène et assistance (1849-1939). – Calamités (1848-1921). | 1835-1939 |

LE TAMPON

- | | | | |
|-----|-----|--|-----------|
| 2 O | 308 | Personnel : maires et conseillers municipaux (1921-1942) ; employés de police (1873-1929). | 1873-1942 |
|-----|-----|--|-----------|

2 O	309	Police : arrêtés (1873-1913) ; incidents (1921-1941). — Etat civil (1929-1930). — Affaires électorales (1912-1930). — Fêtes et visites officielles (1867-1941).	1867-1941
2 O	310	Conseil municipal : délibérations.	1926-1942
2 O	311	Ecoles : construction de l'école des garçons.	1933-1934
2 O	312	Cimetières : de la plaine des Cafres (1862-1947), du Tampon, ligne des 600 (1944-1947). — Monument aux morts (1947).	1862-1947
2 O	313	Eaux : concessions, réglementation, captages.	1923-1941
2 O	314	Eaux : canalisation des sources Samary, Legras, Reilhac, Nez de Boeuf, Grande Montée.	1907-1930
2 O	315	Eaux : adduction d'eau du Grand Bassin au Bras de Pontho.	1935-1942
2 O	316	Erection du Tampon en commune.	1882-1925

TROIS-BASSINS

2 O	317	Personnel : maires et conseillers municipaux (1901-1924) ; employés municipaux (1917-1925) ; employés de police (1904-1925).	1901-1925
2 O	318	Police : arrêtés (1901-1912). — Fêtes et visites officielles (1901-1942).	1901-1942
2 O	319	Conseil municipal : correspondance et délibérations.	1895-1942
2 O	320	Bâtiments et biens communaux : inventaires (1924-1941) ; travaux (1912-1947). — Mairie (1913-1934). — Ecoles : des filles (1912), des garçons (1910-1934). — Eglise (1910-1941). — Cimetière (1945).	1910-1945
2 O	321	Eaux (1903-1909). — Erection de Trois-Bassins en commune (1888-1895). — Affaires sociales (1901-1919).	1888-1919

SOUS-SERIE 3 O :

VICINALITE

- | | | | |
|-----|---|---|-----------|
| 3 O | 1 | Généralités. — Arrêté du gouverneur du 5 juin 1827 sur la réparation des chemins vicinaux. — Statistique des dépenses pour les chemins vicinaux (1905-1909). | 1827-1909 |
| 3 O | 2 | Les Aviron. — Réparations aux chemins communaux. | 1913-1945 |
| 3 O | 3 | Bras-Panon. — Construction d'un pont (1891), d'un pont métallique (1932), de passages sur le Bras Sec et le Bras Panon (1936-1937). | 1891-1937 |
| 3 O | 4 | L'Entre-Deux. — Chemin de l'ilette Dumas (1835), du Grand Bassin (1896-1903), du Cimetière (1921) ; sentier du Bois Court (1924) ; du Grand Bassin (1924) ; passerelle de la Crête sur le Bras de la Plaine (1885-1933) ; chemin du Bras des Citrons et prolongement vers Dimitile (1940-1945). — Emprunt colonial : construction de ponts et réparation de chemins (1933-1934). — Aménagement de la Place de la Mairie (1939). | 1853-1945 |
| 3 O | 5 | L'Etang-Salé. — Entretien des chemins communaux (1898-1940) ; chemin de la Halte (1898-1900), du Village (1900), des Canots (1908-1935), de l'Entre-Deux (1912-1916), de la Ravine Sèche (1934-1946). — Emprunt colonial spécial pour grands travaux : ouverture du chemin de ligne (1934-1935), du chemin ligne Pied des Roches (1936). | 1898-1946 |
| 3 O | 6 | La Petite Ile. — Travaux sur le chemin de la Petite Ile. | 1936-1945 |
| 3 O | 7 | La Plaine des Palmistes. — Ouverture et entretien des routes, chemins et sentiers communaux (1859-1899). — Passerelle du Bras Piton (1912). | 1859-1912 |
| 3 O | 8 | Le Port. — Fourniture de bitume à la colonie. | 1941 |
| 3 O | 9 | La Possession. — Entretien des chemins communaux (1910-1940) ; chemin de la Batterie (1863), du Dos d'Ane (1908-1937), du Bœuf Mort (1911-1925) ; passerelle de la Ravine des Lataniers (1911) ; sentier du Bord (1917) ; route des Lata- | |

Requêtes

1^o Les Habitans de la Rivière
Qui ont qui demandent pour eux
Qu'un Chemin de 400 toises

2^o Les Habitans de la même
Localité qui s'opposent à
l'ouverture de ce Chemin.

3^o Les M^{rs} Pédier, Des
Bourgeois qui demandent à ce
qu'un Chemin communal et
s'ouvre la propriété, soit fermée.

- niers (1938-1940) ; jonction de la RN1 à la Petite Ravine (1939-1940). — Aménagement de l'avenue et place de la Gare (1939). 1863-1940
- 3 O 10 Saint-André. — Ouverture et entretien de chemins communaux (1834-1933) ; pont de l'Eperon (1836) ; chemin du Champ-Borne (1853), du Bras des Chevrettes (1909), du Bois de fer (1911). 1834-1933
- 3 O 11 Saint-Benoit. — Entretien des chemins communaux (1848-1923) ; cahiers des charges y relatifs (1899-1914) ; pont Montfleury (1839), chemin du Bras Mussard (1839), de la rampe du Cap (1832-1870), de la rivière des Roches (1850-1861) ; vieille route des Orangers (1882). — Tracé du chemin de fer et emplacement de la gare (1878). — Rivière des Marsouins (1860-1865) ; canal Saint-Benoit (1899). — Rues Saint-Philippe et Saint-Benoit (1859). 1832-1923
- 3 O 12 Saint-Denis. — Routes et chemins communaux : Lancastel (1853), du Bois de Nèfles (1860), de Saint-François (1866-1915), de Sainte-Clotilde (1880), de la Rivière des Pluies (1909) ; pont sur la rivière du Butor (1836-1864) ; sentier de Saint-François (1894). — Funiculaire du Brûlé (1891-1901). — Voirie urbaine : plan, alignement, numérotage des rues, réclamations, etc (1827-1892) ; eaux pluviales (1853-1881) ; réparations et entretien des rues (1833-1939) ; rues : Saint-Louis (1852-1856), du Rempart (1852-1901), Bouvet, de la Compagnie, des Limites, Montreuil et Sainte-Marie (1860), Fénelon (1879), Saint-Jacques (1891), Philibert (1899), Juliette Dodu (1910), du général Huntziger (1941) ; rampe de la Caserne (1873) ; ruelle Saint-Paul (1880) ; boulevard Lancastel (1900) ; places publiques : du Gouvernement (1856-1908), du Jardin de l'Etat (1872), de la nouvelle cathédrale (inachevée) (1882-1923), Joffre et Jeanne d'Arc (1916-1936), du Barchois (1938). 1827-1941
- 3 O 13 Saint-Joseph. — Réparations aux chemins communaux (1837-1946) ; chemin de la Roche Plate (1881-1882), de la Plaine des Grègues (1909-1913), de la Crête et des Payet (1916-1949), de la Rivière des Remparts (1921), du Carrosse (1945). 1837-1949
- 3 O 14 Saint-Leu. — Réparations aux chemins communaux (1827-1926) ; chemin de Renaud (1831), des Colimaçons (1868), Bécard, des Trois-Bassins et de la Fontaine (1873-1874), Quatre-Choux (1877) ; diagonales Dussac et Mazeau (1911) ; chemin de ligne (1938-1939) ; du Raccordement (1945) ; ponts (1836-1837), pont des Colimaçons (1913-1916). 1827-1945

3 O	15	Saint-Louis. — Réparations aux chemins communaux (1835-1925) ; chemin de l'Entre-Deux du Gol (1835), de la 10ème ligne (1889), du Ruisseau et rampe de Bellecombe (1901-1944), de la concession des Gonneau (1902), du Ouaki et chemin Neuf (1911-1912), des Macques (1911-1923) ; ponts (1888-1917) ; radiers (1913). — Entretien des rues (1879).	1835-1944
3 O	16	Sainte-Marie. — Réparations aux chemins communaux (1830-1921) ; chemin de la Marre (1851-1852), de Moka (1857-1862), de ligne (1916) ; endiguement de la rivière Charpentier (1937-1938).	1830-1938
3 O	17	Saint-Paul. — Réparations aux chemins communaux (1835-1921) ; chemin de la Mare (1863-1864), de Mafate (1864), de Bellemène (1909), de Fleurimont à la Rivière des Galets par Bellemène (1910-1912), de ligne (1912), du Grand Pourpier (1913), du Bois de Nèfles (1917-1922), de la Poudrière (1936), du Guillaume (1939-1944) ; ponts (1848-1918). — Voirie urbaine et entretien des rues (1850-1915).	1835-1944
3 O	18	Saint-Pierre. — Réparations aux chemins communaux (1829-1913) ; chemin du Tampon (1839-1844), de la Plaine des Cafres (1848-1877), de l'Entre-Deux (1851), de traverse de la Ravine des Roches à Terre-Rouge (1857), de la Petite Ravine (1892), du Bras de Pontho (1913), de Bois-Court (1925), du Volcan (1926), de la Ravine des Cabris et de Jean Petit (1936). — Voirie urbaine et entretien des rues (1851-1921).	1829-1936
3 O	19	Saint-Philippe. — Chemin du Baril.	1916
3 O	20	Sainte-Rose. — Réparations aux chemins communaux.	1836-1912
3 O	21	Sainte-Suzanne. — Réparations aux chemins communaux (1860-1916). — Voirie urbaine : rue Marchande (1945).	1860-1945
3 O	22	Salazie. — Construction et entretien des chemins communaux et de la route communale (1837-1938) ; chemin de la mare à Citrons (1859-1871), du Grand Ilet et de la Mare à Martin (1934-1935), de la Mare à Poules d'eau (1935-1937) ; ponts, ponceaux et passerelles (1905-1919).	1837-1938
3 O	23	Le Tampon. — Réparations aux chemins communaux (1926-1932) ; chemin du Bras de Pontho (1936-1946).	1926-1946
3 O	24	Trois-Bassins. — Entretien des chemins communaux.	1922-1926

DONS ET LEGS

4 0	1	Donation par Charles Pajot à la commune de Sainte-Marie d'un chemin de voiture.	1836
4 0	2	Legs de 2000 francs par Mme Vve Cuvillier au bureau de bienfaisance de Saint-Denis et au profit de l'association des Dames de charité.	vers 1840
4 0	3	Donation par le sieur Gastellier à la commune de Saint-Louis d'un terrain pour y construire une chapelle et un cimetière au lieu-dit les Avirons.	1845-1849
4 0	4	Donation par Frédéric de Villèle aux communes de Saint-Leu et de Saint-Paul d'un terrain situé au lieu-dit la grande Ravine pour y construire le cimetière de la paroisse des Trois-Bassins.	1855
4 0	5	Don gratuit par Pierre Denis d'une rue à la commune de Saint-Pierre.	1858
4 0	6	Donation par Denis-André Le Coat de Kerveguen et la marquise de Trévisse, née Marie-Angèle-Emma le Coat de Kervéguen, à la commune de Saint-Louis d'un terrain dit de la Vieille Eglise pour le cimetière de la paroisse Saint-Dominique.	1861
4 0	7	Donation par Mme Veuve d'Achery à la commune de Saint-Paul d'un terrain pour l'édification de la chapelle Sainte-Thérèse.	1862
4 0	8	Legs de 10.000 francs par Joseph Duboisé-Ricquebourg en faveur des pauvres de la commune de Sainte-Marie.	1862-1863
4 0	9	Donations par Adrien Bellier et Edouard Manès à la commune de Saint-Benoit des terrains de la chapelle, du presbytère, du cimetière et du poste de police de Bras-Panon.	1863-1865
4 0	10	Legs faits par Julien Gaultier de Rontaunay à la commune et au bureau de bienfaisance de Saint-Denis.	1863-1867
4 0	11	Legs Amiel, rente en faveur des communes et fabriques de Saint-Leu et Saint-Louis.	1866-1908

4 0	12	Donation par les époux Paul-François Reilhac à la commune de Saint-Pierre d'un emplacement sous condition qu'il serve à l'agrandissement de l'école gratuite et de l'ouvroir pour filles indigentes tenus par les religieuses de Saint-Joseph de Cluny.	1868-1869
4 0	13	Donation par M. de Châteaueux à la commune de Saint-Leu d'un terrain près de l'église du Sacré-Cœur pour y servir de cimetière.	1870
4 0	14	Donation par les époux Ernest Maunier à la commune de Saint-Louis d'un emplacement pour la mairie de l'agence spéciale de la Rivière.	1901
4 0	15	Donation par Joseph Baillif à la commune de Saint-Paul du terrain de l'école de Bellemène, sous réserve qu'il garde son affectation d'école.	1922

*LISTE ALPHABÉTIQUE
DES DONATEURS :*

Achery (d'), 7
 Amiel, 11
 Baillif, 15
 Bellier, 9
 Châteaueux (de), 13
 Cuvillier, 2
 Denis, 5
 Duboisé-Ricquebourg, 8
 Gastellier, 3
 Gaultier de Rontaunay, 10
 Le Coat de Kervéguen, 6
 Manès, 9
 Maunier, 14
 Pajot, 1
 Reilhac, 12
 Villèle (de), 4

*LISTES DES COMMUNES
CONCERNÉES :*

Les Aviron, 3
 Bras-Panon, 9
 Saint-Benoit, 9
 Saint-Denis, 2, 10
 Saint-Leu, 4, 11, 13
 Saint-Louis, 3, 6, 11, 14
 Sainte-Marie, 1, 8
 Saint-Paul, 4, 7, 15
 Saint-Pierre, 5, 12
 Trois-Bassins, 4

ARBRE GÉNÉALOGIQUE DES COMMUNES RÉUNIONNAISES

A l'origine du peuplement définitif en 1665, il y a une paroisse ou quartier unique, à Saint-Paul, qui couvre théoriquement toute la surface de l'île. Progressivement d'autres quartiers ou paroisses sont constitués, de 1684 à 1798. L'application des lois révolutionnaires à la Réunion leur donne le nom de communes : elles sont onze en 1815. Le mouvement de division administratif du territoire se poursuit de 1830 à 1935, le nombre des communes passant de 11 à 23. Ce processus n'a pas été interrompu par la départementalisation puisqu'une 24ème commune, Cilaos, a été créée en 1965.

Principaux textes relatifs à la création des communes à la Réunion :

Par un règlement du 17 décembre 1790, l'Assemblée Générale de l'Isle Bourbon organisa des municipalités dans chacune des paroisses de l'île. Après la rétrocession de l'île à la France par le traité de Paris, une Ordonnance du 8 juillet 1815 nomma les maires, les adjoints et les conseils de commune. Dans cette ordonnance, onze communes sont mentionnées, à partir du chef-lieu, en faisant le tour de l'île : Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, Saint-André, Saint-Benoit, Sainte-Rose, Saint-Joseph, Saint-Pierre, Saint-Louis, Saint-Leu et Saint-Paul.

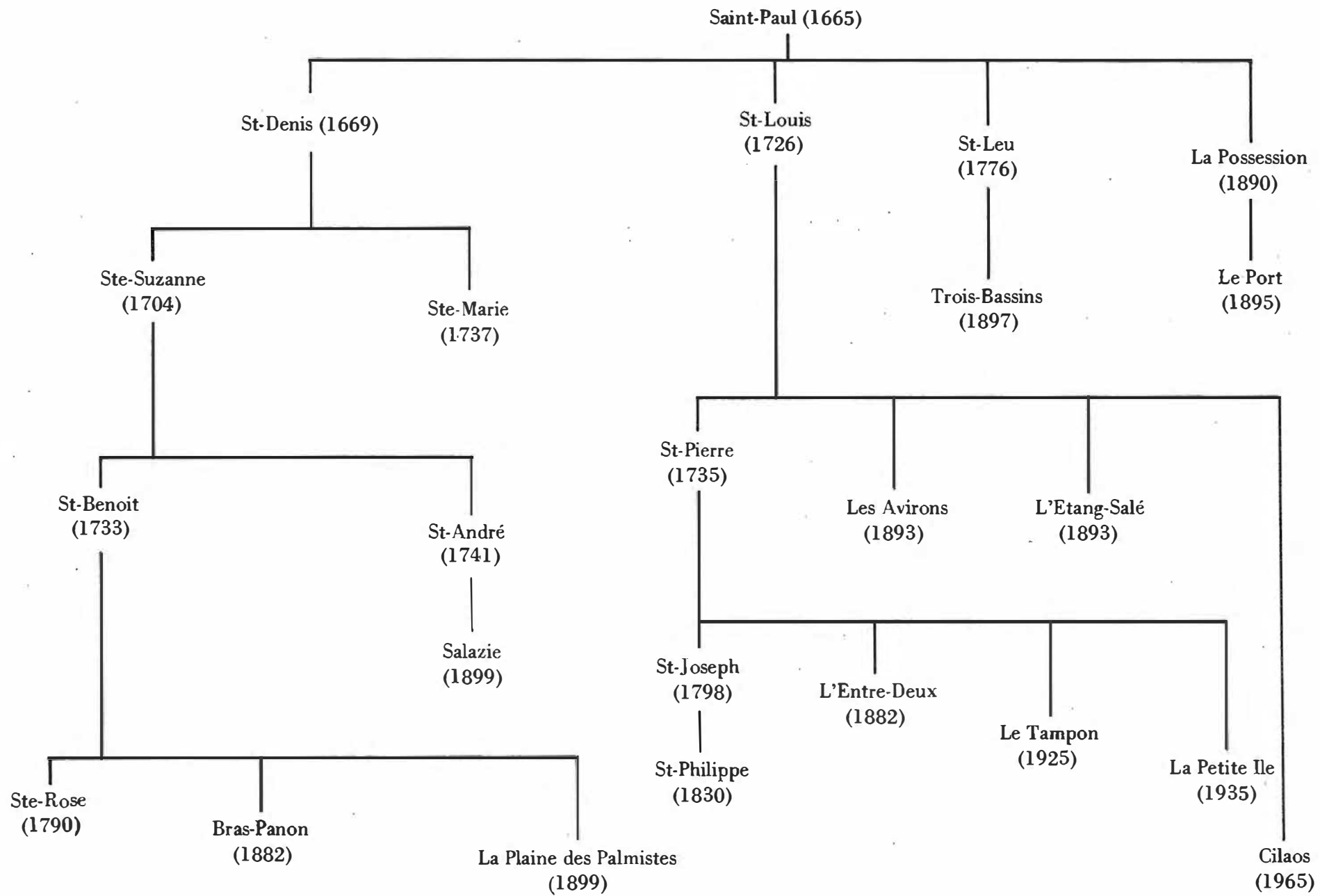
Les autres communes réunionnaises ont été créées par les textes suivants :

Saint-Philippe :	Ordonnance du 4 octobre 1830,
Bras-Panon et l'Entre-Deux :	Décret du 24 février 1882,
La Possession :	Loi du 14 août 1890,
Les Avirons et l'Étang-Salé :	Loi du 11 juin 1893,
Le Port :	Loi du 22 avril 1895,
Trois-Bassins :	Loi du 27 février 1897,
Salazie et la Plaine des Palmistes :	Loi du 20 février 1899,
Le Tampon :	Loi du 21 mars 1925,
La Petite Ile :	Loi du 2 mars 1935,
Cilaos :	Arrêté préfectoral du 2 février 1965.

Note relative au nom des communes :

Les communes réunionnaises portent deux types de noms : soit des noms de saints pour les communes créées avant 1830 (c'est alors le nom de la paroisse dans laquelle la commune a été créée), soit des noms de lieux-dits pour les communes créées postérieurement (il s'agit alors très souvent du nom de la section de commune). A l'origine la plupart de ces noms étaient précédés de l'article. Ainsi, on disait : le Bras-Panon, les Trois-Bassins, etc... Certains noms de communes ont conservé cette forme : les Avirons, la Possession, etc..., mais la tendance actuelle de l'usage est de supprimer cet article, surtout à notre époque où il est très gênant pour les classements alphabétiques ou la mise en cartes perforées. Cette tendance n'est cependant pas nouvelle, ni l'incertitude qui en résulte pour savoir quel est le véritable nom d'une commune : par exemple, dans la loi même du 2 mars 1935 qui crée la commune de Petite Ile, ont trouvé simultanément les deux expressions suivantes dans l'article 1er : « la section de Petite-Ile » et « la section de la Petite-Ile ».

En cette matière, il est vain de vouloir imposer une forme ou une autre ; seul l'usage est souverain ... et capricieux.



CLASSEMENT DES ROUTES ET CHEMINS EN 1939

(d'après une carte établie par le service des Travaux publics)

1) Routes nationales (3) : RNI – RN2 – RN3.

2) Routes coloniales (25) :

- Route Hubert Delisle (seconde route de ceinture)
- Route de Saint-François,
- Route du Brûlé,
- Route de la Léproserie,
- Route du Port au Cap,
- Route de Saint-Paul au Port,
- Route du Bois-de-Nèfles à Trois-Bassins,
- Route des Hauts et Montée Panon,
- Chemin Morel,
- Route de la Saline,
- Chemin des Colimaçons,
- Route du Littoral,
- Route des Avirons,
- Route de l'Etang-Salé,
- Route de Cilaos,
- Chemin des Makes,
- Route de l'Entre-Deux,
- Route de Manapany,
- Route des Lianes,
- Route du petit-Brûlé,
- Rampe des Chicots,
- Route du Grand Fond,
- Route d'Hell-Bourg, (Salazie)
- Route du Champ-Borne,
- Route Desbassyns,

3) Chemins communaux classés (22) :

- Route du Dos d'âne,
- Chemin de la Poudrière,
- Chemin du Guillaume,
- Chemin de ligne,
- Chemin Diagonal,
- Chemin de Raccordement,
- Chemin de la Ravine Sèche,
- Chemin du Gol,
- Chemin du Ruisseau,

- Chemin Bellecombe,
 - Chemin de la Ravine des Cabris,
 - Allée Manges,
 - Chemin du Bras Pontho,
 - Chemin Lacouture,
 - Route de la Petite Ile,
 - Chemin du Carosse,
 - Chemin des Grègues,
 - Chemin de Saint-Joseph à Jean Petit,
 - Chemin de la Crête,
 - Chemin du Cratère,
 - Chemin du Bras des Chevrettes,
 - Rue Marchande.
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
Introduction	5
Sous-série 1 O : Finances et comptabilité Communales	11
— Généralités	11
— Dossiers par communes	15
— Budgets	17
— Comptes administratifs et de gestion	20
Sous-série 2 O : Administration communale	25
— Généralités	25
— Dossiers par communes	25
Les Avironns	25
Bras-Panon	26
L'Entre-Deux	27
L'Étang-Salé	28
La Petite-Ile	29
La Plaine-des-Palmistes	29
Le Port	30
La Possession	30
Saint-André	31
Saint-Benoît	32
Saint-Denis	37
Saint-Joseph	39
Saint-Leu	40
Saint-Louis	42
Sainte-Marie	43
Saint-Paul	44
Saint-Philippe	49
Saint-Pierre	50
Sainte-Rose	53
Sainte-Suzanne	54
Salazle	55
Le Tampon	55
Trois-Bassins	56
Sous-série 3 O : Vicinalité	57
Sous-série 4 O : Dons et Legs	61
Annexe I : Arbre généalogique des communes	63
Annexe II : Classement des routes et chemins en 1939	65

